

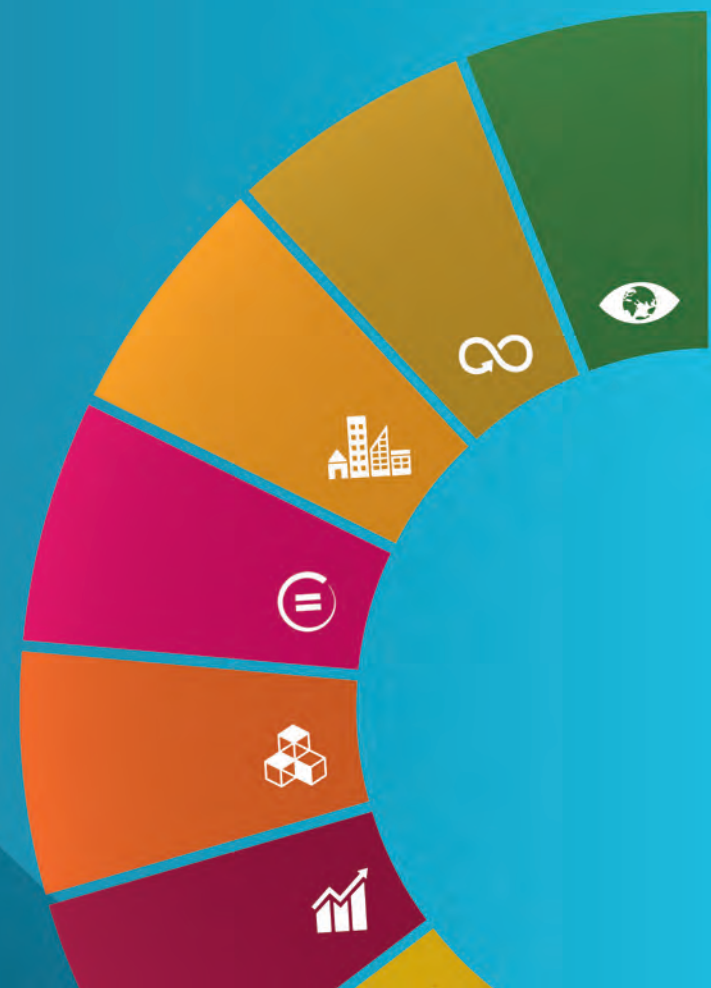
LE PNUD FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Renforcer les mesures liées au climat afin de réaliser les objectifs de développement durable



50
ANS

Au service des peuples et des nations.



REMERCIEMENTS

Coordination du contenu : Kalyan Keo, sous la supervision de Stephen Gold

Coordination de l'édition et de la mise en page : Carl Mercer et Kalyan Keo, avec l'aide de Fahoum Fahoum

Édition : Susan Guthridge-Gould
Mise en page : Paula Cecilia López

Copyright © Novembre 2016
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Bureau des politiques et de l'appui aux programmes
304 East 45th Street
New York, NY, 10017 États-Unis
www.undp.org

Le présent rapport a bénéficié des contributions et des remarques du module thématique sur la réduction des risques de catastrophes et les changements climatiques, de l'unité du PNUD dédiée aux financements des mesures de protection de l'environnement (module thématique du développement durable), de l'équipe spéciale pour l'égalité des sexes, de l'unité de planification stratégique et des cinq bureaux régionaux du PNUD (Afrique ; Asie et Pacifique ; États arabes ; Europe et Asie centrale ; Amérique latine et Caraïbes). Nous souhaitons remercier en particulier les personnes suivantes : Adriana Dinu, Ajiniyaz Reimov, Alexandra Soezer, Aliou Dia, Allison Towle, Andrew Hudson, Angelica Shamerina, Armen Grigoryan, Bahareh Seyedi, Cassie Flynn, Cayetano Casado, Daisy Mukarakate, Daniela Carrington, Dearbhla Keegan, Estelle Fach, Gordon Johnson, Jan Kellett, Jazmin Burgess, Jessie Mee, Kimberly Todd, Kishan Khoday,

Marcel Alers, Margarita Arguelles, Matilde Mordt, Midori Paxton, Pradeep Kurukulasuriya, Rebecca Carman, Rohini Kohli, Sameera Savarala, Srilata Kammila, Thomas Beloe, Verania Chao, Walid Ali, Yamil Bonduki et Yoko Ebisawa, sans oublier les équipes des bureaux régionaux et de pays du PNUD à travers le monde.

Nous sommes également reconnaissants à Abdul Riza, Estefania Samper, Johanna Tahtinen, Neil Browning et Uthira Ravikumar l'aide apportée pour l'analyse des données de portefeuille relatives aux changements climatiques.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS **5**

LES MESURES LIÉES AU CLIMAT,
CONDITION ESSENTIELLE AU
DÉVELOPPEMENT DURABLE **7**

FORT DE SA LONGUE EXPÉRIENCE,
LE PNUD A UN RÔLE CLÉ À JOUER **8**

LES PROJETS DU PNUD EN MATIÈRE
DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES –
APERÇU GLOBAL **9**

RÉSULTATS ET IMPACTS **10**

LE PNUD SOUTIEN DES
INITIATIVES AMBITIEUSES DANS
TOUTES LES RÉGIONS **14**

LES PROJETS DU PNUD EN MATIÈRE
DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES
CONTRIBUENT DÉJÀ À LA
RÉALISATION DES ODD **20**

UNE STRATÉGIE DE PARTENARIAT
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE
MESURES RELATIVES AU CLIMAT **38**

LE RENFORCEMENT DE L'AIDE
APPORTÉE : L'ENGAGEMENT DU
PNUD **39**

ÉTABLIR DES LIENS ENTRE LES
PRINCIPAUX PROGRAMMES
D'ACTION MONDIAUX ADOPTÉS EN
2015 **40**

VERS UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE, SANS ÉMISSIONS DE
CARBONE ET RÉSILIENT FACE AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES **41**





AVANT-PROPOS

Le développement durable est entré dans une nouvelle ère. L'Accord de Paris sur les changements climatiques, les objectifs de développement durable, le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe marquent un tournant dans les efforts de la communauté internationale pour changer le mode de fonctionnement de l'économie mondiale.

Comme en témoigne le Programme 2030, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques sont inextricablement liés : sans mesures de protection des systèmes alimentaires, impossible d'empêcher les pénuries ; sans préparation aux risques météorologiques, impossible d'assurer le développement durable des villes et des communautés et sans efforts pour combattre les maladies à transmission vectorielle causées par les variations de température, impossible de préserver la santé des enfants. Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Pour progresser sur la voie du développement durable, il est au final nécessaire d'agir contre les changements climatiques.

Depuis plusieurs décennies, le PNUD apporte aux différents pays un appui dans ce domaine. Avec ses partenaires, il a participé à des initiatives visant à atténuer les émissions de CO₂ et à favoriser l'adaptation aux changements climatiques dans plus de 140 pays. L'expérience montre que matière de changements climatiques, il ne peut y avoir que des mesures inclusives, favorisant l'égalité des sexes et axées en priorité sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Si l'Accord de Paris trace la voie à suivre, il est à présent de notre responsabilité d'œuvrer à la réalisation de ces objectifs et de collaborer avec tous les acteurs de la société pour mettre en place des mesures audacieuses et ambitieuses.

En 2015, le PNUD a publié son premier rapport infographique retraçant son engagement dans ce domaine au cours des deux dernières décennies.

Il dressait le bilan des avancées obtenues et soulignait que les mesures liées au climat ouvraient aux pays de nouvelles perspectives dans le cadre de la transition vers un modèle économique sans émissions de carbone et résilient face aux changements climatiques.

Cette année, alors que les pays commencent à mettre en œuvre des mesures concrètes pour atteindre leurs objectifs, nous avons le plaisir de publier un rapport actualisé consacré à l'action du PNUD face aux changements climatiques. Il met en particulier l'accent sur les liens entre changements climatiques et développement durable, soulignant le rôle majeur des mesures liées au climat dans la réalisation des ODD, avec des exemples d'initiatives auxquelles participe actuellement le PNUD à l'échelle locale. Ce rapport décrit également son engagement à accroître les efforts dans ce domaine en vue d'avancer dans la réalisation du programme d'action ambitieux adopté par la communauté internationale en 2015.

Dans cette nouvelle étape que nous abordons, le PNUD continuera à mettre sa longue expérience, son réseau de partenaires et son savoir-faire au service des pays pour les aider à progresser sur la voie d'un développement sans émissions de carbone, résilient face aux changements climatiques et durable. Main dans la main avec eux, il travaillera à construire un avenir durable et prospère pour tous.



Magdy Martinez-Soliman
Sous-secrétaire général

**Directeur du Bureau des politiques et de l'appui
aux programmes**

Programme des Nations Unies pour le développement



Les mesures liées au climat, condition essentielle au développement durable

Les **changements climatiques** constituent un enjeu de développement transversal, qui touche à tous les aspects du développement durable ainsi qu'à l'ensemble du Programme de développement durable pour 2030

Pour parvenir aux objectifs de développement durable, il est indispensable de **renforcer les mesures liées au climat**



Fort de sa longue expérience, le PNUD a un rôle clé à jouer



RENFORCER LES CAPACITÉS DES PLUS VULNÉRABLES

Le PNUD soutient depuis longtemps des pays particulièrement vulnérables aux changements climatiques, dont

48 pays les moins avancés (PAM) et

39 petits États insulaires en développement

(PIED). L'inclusion et l'équité jouent également un rôle central dans son action, notamment afin de garantir que les personnes les plus vulnérables et susceptibles de devenir des agents du changement (les femmes, les filles et les jeunes en particulier) puissent faire entendre leur voix et participer aux différentes initiatives liées au climat.



FACILITER L'ACCÈS AU FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

Depuis 2008, le PNUD a facilité l'accès de plus de

140 pays

à des financements d'un montant total de plus de

2,8 milliards de dollars.

Ce bilan positif s'explique par les nombreux partenariats du PNUD avec le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds d'adaptation, le Fonds vert pour le climat, divers fonds multilatéraux et partenaires bilatéraux, ainsi qu'avec le secteur privé.



SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS CLIMATIQUES

Partenaire de premier plan de

43 pays,

le PNUD a contribué à l'élaboration de leurs

contributions prévues

déterminées au niveau national

(CPDN). Il les aide à présent à traduire leurs engagements en mesures concrètes, harmonisées avec leurs priorités nationales de développement ainsi que les ODD.



JETER UN PONT ENTRE LES OBJECTIFS CLIMATIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

Le seul moyen de parvenir à des résultats durables est de garantir un développement sans émissions de CO2 et tenant compte des risques. Grâce à sa connaissance approfondie des contextes, des priorités de développement et des obstacles rencontrés au niveau local et national, le PNUD est bien placé pour aider les pays à intégrer les enjeux climatiques à leur programme de développement.



GÉRER UNE VASTE INFRASTRUCTURE INSTITUTIONNELLE

Aux côtés du siège du PNUD, un réseau de près de 170 bureaux de pays, pôles régionaux et centres d'élaboration des politiques collabore avec les pays à la définition de politiques, de programmes et de stratégies en matière de changements climatiques et de développement durable. Il fournit une aide et des recommandations en vue de garantir la mise en œuvre de mesures adaptées au niveau national et local.



FAVORISER L'INNOVATION AINSI QUE LES PARTENARIATS

Le PNUD collabore avec un vaste réseau de partenaires (système des Nations Unies, banques de développement, société civile et secteur privé) en vue de faire bénéficier les pays de la meilleure expertise possible au regard de leurs objectifs de développement. Ces partenariats, combinés à des stratégies innovantes et à la mise en œuvre conjointe d'initiatives, contribuent à faire avancer ses travaux en matière de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions.

Les projets du PNUD en matière de changements climatiques — Aperçu global

Depuis 2008, le PNUD a facilité l'accès de plus de 140 pays à un total de 2,8 milliards de dollars de subventions pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives relatives aux changements climatiques¹.

Adaptation

+ DE 250 PROJETS ET PROGRAMMES
DANS + DE 110 PAYS

- Agriculture et moyens de subsistance résilients, sécurité alimentaire;
- Gestion intégrée et résiliente face aux changements climatiques des ressources en eau et des zones côtières;
- Soutien de stratégies intégrées relatives aux changements climatiques (programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques [NAPA] et plans nationaux d'adaptation [NAP], par ex.);
- Gestion des risques climatiques, systèmes d'alerte précoce et informations sur le climat;
- Mesures d'adaptation axées sur les communautés et les écosystèmes;
- Infrastructures et systèmes énergétiques résilients face aux changements climatiques.

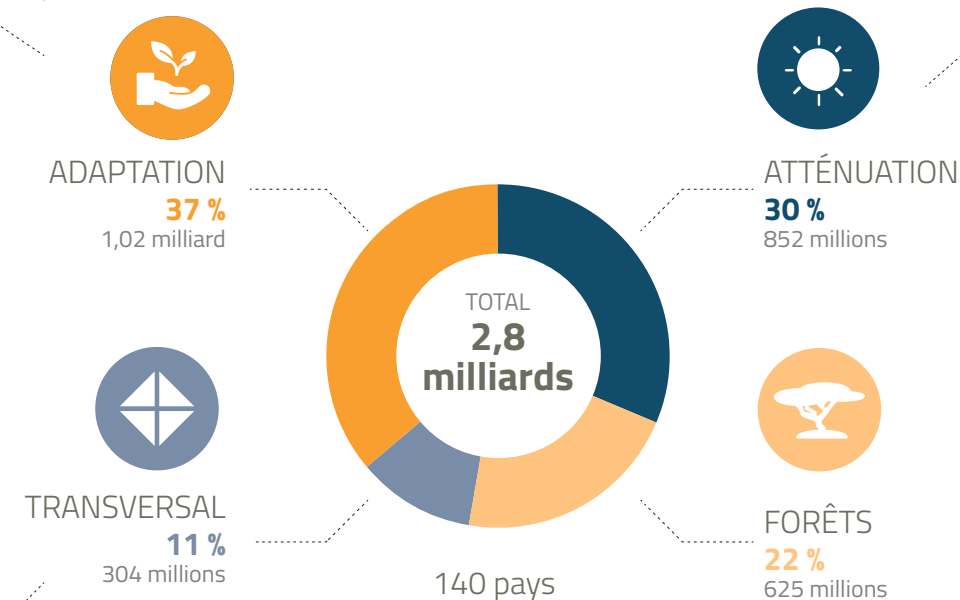
Transversal

+ DE 150 PROJETS ET PROGRAMMES
DANS + DE 90 PAYS

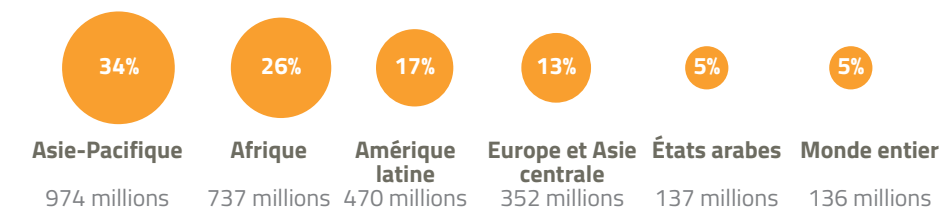
- Financement de l'action climatique, et notamment accès aux financements du Fonds vert pour le climat (FVC);
- Contributions déterminées au niveau national et rapports soumis par les pays à la CCNUCC;
- Problématiques liées à l'égalité entre les sexes, aux jeunes et aux communautés indigènes;
- Développement institutionnel et politique;
- Gouvernance et législation.

Accès aux financements

Depuis 2008 (en dollars US)



Par région



Avec plus de 800 projets et programmes en cours dans 140 pays² afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître la résilience aux effets des changements climatiques, le PNUD est le principal pourvoyeur de services du système des Nations Unies dans ce domaine.

Atténuation

+ DE 280 PROJETS ET PROGRAMMES
DANS + DE 110 PAYS

- Accès à des énergies propres et abordables;
- Efficacité énergétique et énergies renouvelables;
- Mesures d'atténuation adaptée au contexte national (NAMA), stratégies et plans pour un développement induisant peu d'émissions (LED), rapports biennaux actualisés soumis à la CCNUCC (BUR) et financement de la lutte contre les émissions de carbone;
- Transports et infrastructures durables;
- Inventaire des émissions d'hydrofluorocarbone (HFC); Utilisation et démonstration de technologies alternatives, sans incidence sur le climat.

Forêts

+ DE 130 PROJETS ET PROGRAMMES
DANS + DE 70 PAYS

- Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+);
- Gestion durable des forêts;
- Gestion intégrée des zones protégées, du couvert forestier et des forêts;
- Intégration de la biodiversité dans le secteur de la foresterie et autres systèmes de production concernés.

Résultats et impacts³



ADAPTATION



Plus de **26 millions** de personnes ont directement bénéficié des mesures axées sur les moyens de subsistance résilients face aux changements climatiques et la gestion des risques climatiques.



Plus de **21 millions** de personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à des informations fiables sur le climat et à des systèmes d'alerte précoce.



1 650 km de côtes protégées et servant de zones tampons contre les catastrophes naturelles.



35 pays disposent de lois ou de réglementations exécutoires portant sur les catastrophes naturelles et les risques climatiques, ainsi que de plans de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation favorisant l'égalité entre les sexes.



45 pays ont mis en place ou consolidé leurs systèmes d'alerte précoce (sur ce chiffre, 26 se sont dotés d'un total de 189 systèmes complets et entièrement neufs).



102 pays ont mis en place des mesures en faveur des moyens de subsistance résilients face aux changements climatiques et de la gestion des risques liés au climat.



60 pays ont adopté des pratiques durables en matière d'agriculture et d'élevage.



42 pays ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs NAP.



14 nations insulaires du Pacifique ont été soutenues dans l'élaboration de leurs politiques et stratégies de développement, ainsi que leurs instruments réglementaires pour l'adaptation aux changements climatiques.





FORÊTS



Plus de **12,9 millions** d'hectares de forêts protégés et près de 1 746 360 hectares de terres forestières régénérés dans le cadre de plus de 2 700 initiatives communautaires de gestion des forêts⁴.



44 pays ont adopté des pratiques durables de gestion des forêts.



18 pays ont été soutenus dans la préparation de leurs stratégies REDD+ et de leurs plans d'action.



5 pays ont bénéficié d'un appui pour promulguer de nouveaux textes de loi à l'appui des objectifs REDD+.



Plus de **30 pays** ont élaboré des stratégies à l'échelon national et/ou infranational concernant les garanties liées à la REDD+.



29 pays ont renforcé la participation des femmes à la prise de décisions concernant la REDD+.



5 pays ont été soutenus dans la création de plateformes multipartites visant à garantir une exploitation des matières premières respectueuse des forêts.



Plus **6 millions** de dollars ont été distribués aux communautés indigènes et habitant les forêts sous forme de petites subventions dans six pays dans le cadre de l'initiative de soutien aux communautés au titre de la REDD+⁵.



15 pays ont encouragé le dialogue entre les autorités, les communautés indigènes et les acteurs de la société civile, renforçant ainsi la confiance et la collaboration sur la REDD+.



ATTÉNUATION



Plus de **2,5 millions** de personnes bénéficiant d'un meilleur accès à une énergie propre et d'un coût abordable dans 45 pays.



5,6 millions de personnes ont bénéficié de solutions durables en matière d'énergie et/ou d'amélioration du rendement énergétique.



Le rejet de **522,7 millions** de tonnes de CO₂ a été évité grâce à des mesures de développement durable dans le domaine de l'énergie.



65 pays ont reçu un appui pour élargir l'accès à une énergie propre et bon marché.



30 pays ont réduit leurs émissions de CO₂ en développant des solutions dans le domaine des énergies renouvelables.



32 pays ont fait baisser leurs émissions de CO₂ en améliorant l'efficacité énergétique.



11 pays ont adopté des pratiques durables en matière de transport.



109 pays ont bénéficié d'un appui pour éviter le rejet de 66 000 tonnes de substances nocives pour l'ozone par an tout en réduisant les émissions de CO₂ de 4,93 milliards de tonnes dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole de Montréal.



9 pays ont été soutenus dans la réalisation de leur inventaire des émissions d'hydrofluorocarbone, et des alternatives aux HFC ont été présentées dans 4 pays.





TRANSVERSAL



43 pays ont été soutenus dans la préparation de leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN).



48 pays ont consolidé leurs systèmes d'accès, de gestion, de suivi et de contrôle de l'utilisation des financements de l'action climatique.



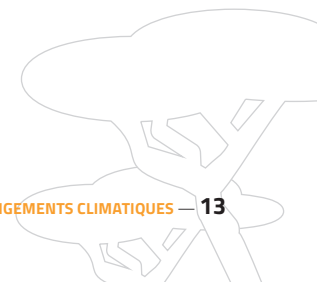
76 pays ont mis en œuvre des mesures exhaustives (plans, stratégies, politiques, programmes et budgets) en faveur d'un développement à faibles émissions et résilient face aux changements climatiques.



8 pays (Arménie, Équateur, Malawi, Maldives, Pakistan, Sri Lanka, Tuvalu et Viet Nam) ont reçu un appui pour obtenir auprès du FVC des financements d'un montant total de 238 millions de dollars pour le renforcement de leurs mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques.



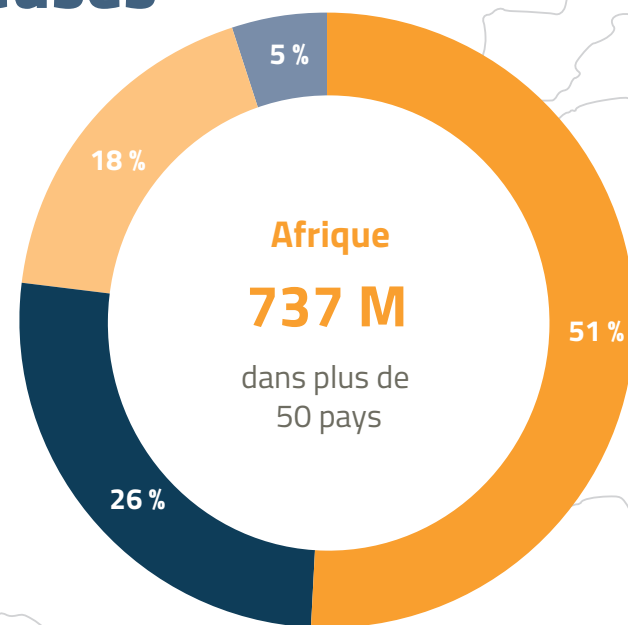
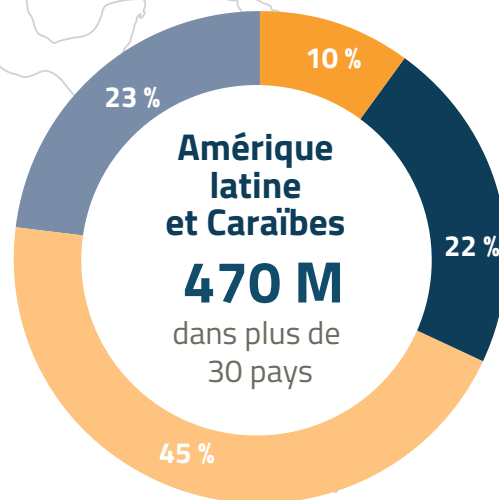
Plus de **80 %** des programmes actuels liés aux changements climatiques favorisent l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (30 % d'entre eux font de l'égalité entre les sexes un de leurs principaux objectifs).



Le PNUD soutient des initiatives ambitieuses dans toutes les régions

Moyens financiers mobilisés depuis 2008
En millions de dollars

- Adaptation
- Atténuation
- Forêts
- Transversal



GROS PLANS

Amérique latine et Caraïbes

Renforcement des **capacités des négociateurs** caribéens et latino-américains en matière de changements climatiques.

13 pays soutenus dans la **préparation de leurs CPDN.**

9 pays soutenus dans l'élaboration de leurs stratégies nationales et sectorielles de développement à faibles émissions.

6 pays aidés dans la réalisation de leurs **inventaires nationaux des gaz à effet de serre.**

Soutien du PNUD au **développement de 24 NAMA** dans 9 pays de la région.

6 pays soutenus dans la réalisation de leur examen institutionnel des **dépenses publiques dans le domaine climatique** (CPEIR) et l'élaboration d'une méthodologie à l'échelle régionale.

11 pays ont reçu un appui pour le développement de leurs **stratégies REDD+ et de leurs capacités institutionnelles.**

Afrique

Soutien au développement de **l'Initiative pour l'adaptation en Afrique (AAI)**

42 pays africains ont bénéficié de **formations en matière de financement de l'action climatique** et notamment les procédures du FVC, le développement de projets et la mobilisation de financements publics et privés.

12 pays africains ont reçu un appui technique et financier pour élaborer des **propositions destinées au FVC.**

Soutien à l'organisation de deux **forums régionaux sur les perspectives climatiques** en partenariat avec les gouvernements hôtes (Kenya et Zimbabwe), la Banque africaine de développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

30 pays africains soutenus dans la préparation de leurs **CPDN.**

États Arabes

Initiative arabe de résilience face aux changements climatiques pour combattre les risques climatiques entravant la réalisation des ODD, en tant que cause profonde de vulnérabilité sociale et d'insécurité.

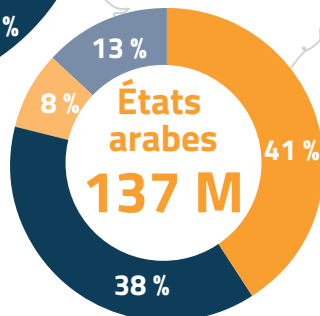
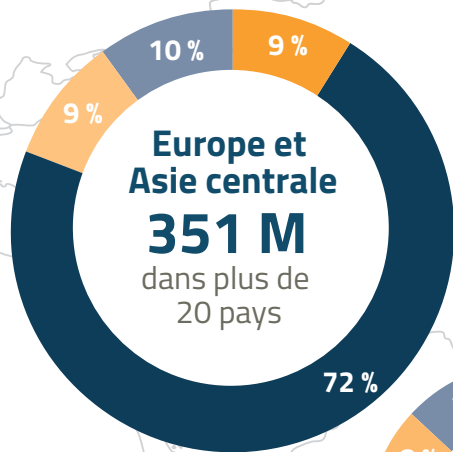
Appui technique fourni à trois pays les moins avancés de la Corne de l'Afrique en vue de renforcer leur **résilience face aux risques climatiques** pesant sur la sécurité alimentaire et hydrique.

Création de l'indice de l'avenir énergétique des pays arabes, qui évalue les progrès de 22 pays en matière de développement à faible intensité de carbone.

Ouverture de **4 centres nationaux d'excellence** sur les solutions énergétiques à faibles émissions de carbone et la réduction de l'empreinte carbone dans les pays du Golfe exportateurs de pétrole.

Soutien à cinq pays touchés par la crise des migrants pour améliorer **l'accès des communautés fuyant les conflits à des solutions photovoltaïques.**

Accords transfrontaliers entre quatre pays en faveur d'une exploitation durable des ressources hydriques communes dans un contexte de bouleversements climatiques.



Europe et Asie centrale

16 pays ont bénéficié de consultations techniques, de conseils et d'un appui à l'analyse des données pour faciliter les **négociations et la prise de décisions interinstitutionnelles** sur le programme de la CCNUCC avant et après la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21).

Soutien à l'élaboration de **stratégies à faible intensité de carbone et résilientes face aux changements climatiques** en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kirghizistan, en Moldavie et au Turkménistan.

Neuf pays ont bénéficié d'une aide pour le **développement de leurs NAMA et de leur NAP**.

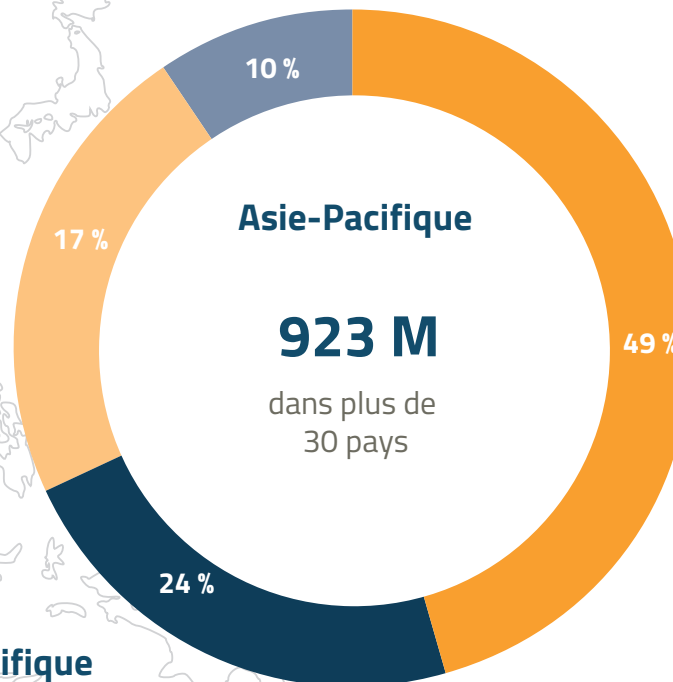
Cinq pays soutenus dans la préparation de leurs **CPDN**.

Soutien à l'instauration d'**autorités nationales désignées** pour l'accès aux financements du FVC.

Aide à la mobilisation de ressources et à l'**organisation de campagnes de financement participatif de projets axés sur l'efficacité énergétique** et les énergies renouvelables au Kirghizistan et au Tadjikistan.

Initiatives intégrées de gestion des risques de catastrophe et des menaces climatiques dans cinq pays d'Asie centrale et en Arménie.

Asie-Pacifique



Soutien de 14 PMA dans les **négociations intergouvernementales sur les changements climatiques relatives à leurs NAP** de six pays (dont 3 PMA) sur le plan des capacités institutionnelles et techniques, et de quatre PMA pour l'élaboration de leur **NAP dans le secteur agricole**.

Sept pays aidés dans la **préparation de leurs propositions au FVC** : quatre propositions approuvées et trois en cours d'examen (approbation prévue fin 2016).

Trois pays soutenus dans l'**élaboration de leurs NAMA** en vue de la réalisation de leurs objectifs volontaires de réduction des émissions des gaz à effet de serre.

8 pays soutenus dans la réalisation de leur **examen institutionnel des dépenses publiques dans le domaine climatique** (CPEIR).

11 pays ont bénéficié de formations en vue de **renforcer leurs capacités dans le cadre du programme Aspects économique de l'adaptation aux changements climatiques (ECCA)**.

Dix pays insulaires du Pacifique ont reçu un appui à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du **projet des Îles du Pacifique pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables** (PIGGAREP).

Appui fourni à l'Indonésie et au Myanmar au titre du programme Unis pour l'efficacité (U4E) visant à **favoriser la transition vers des appareils à haute efficacité énergétique**.

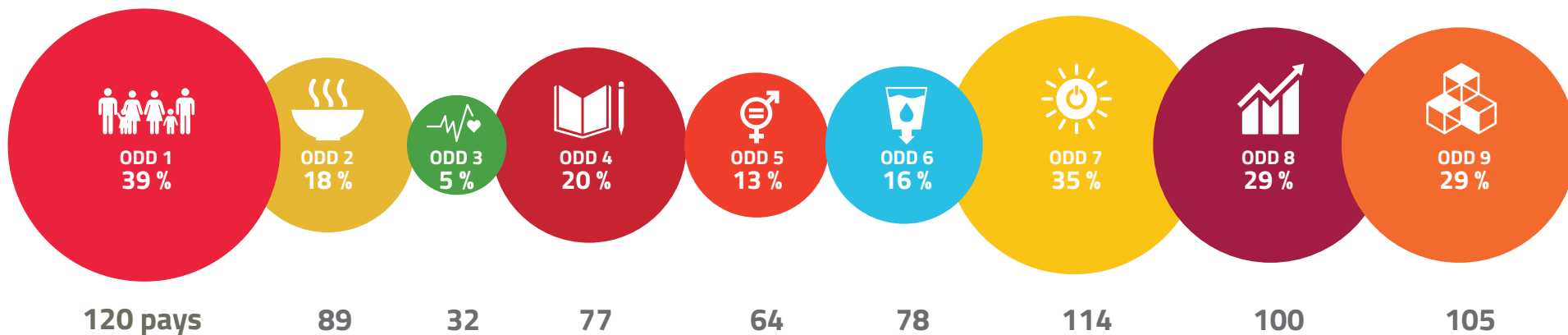
Quatre pays d'Asie du Sud ont reçu une aide en vue de promouvoir l'**autonomisation des femmes et l'accès à l'énergie** dans le cadre du Fonds de développement de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

Les projets du PNUD en matière de changements climatiques contribuent déjà à la réalisation des ODD

Répartition à l'échelle mondiale

Projets et programmes actifs dans le cadre des ODD

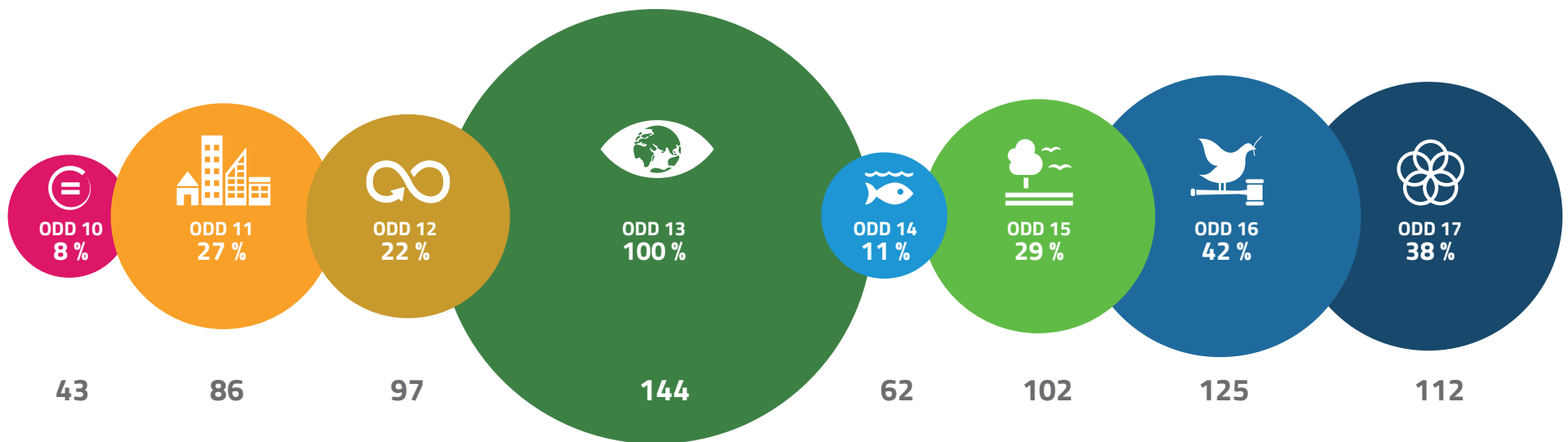
Sur un total de 144 pays



Pourcentages estimatifs calculés sur la base de 800 projets et programmes du PNUD dans le domaine des changements climatiques, actifs en juillet 2016 et qui contribuent directement à la réalisation des 17 ODD. Par « contribution directe », on entend les projets et programmes dont les présentations, les indicateurs, les objectifs et les résultats incluent des termes clés en rapport avec les ODD.

800 projets et programmes actifs du PNUD dans le domaine des changements climatiques

En juillet 2016



Les projets du PNUD en matière de changements climatiques contribuent déjà à la réalisation des ODD

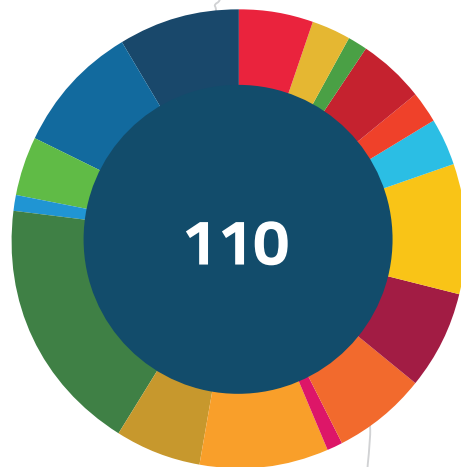
Répartition à l'échelle régionale

Projets et programmes actifs par région

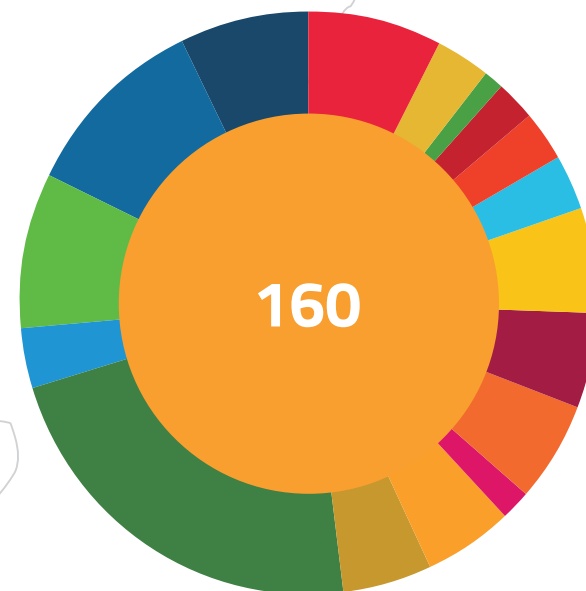
Pourcentage estimatif par ODD



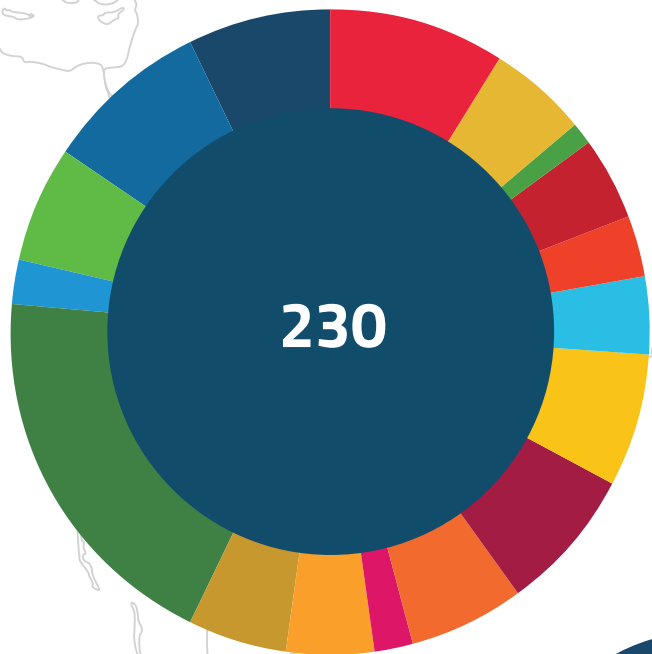
Amérique latine et Caraïbes



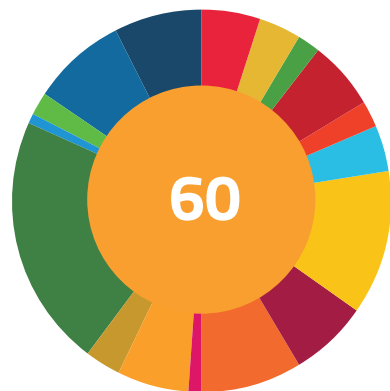
Afrique



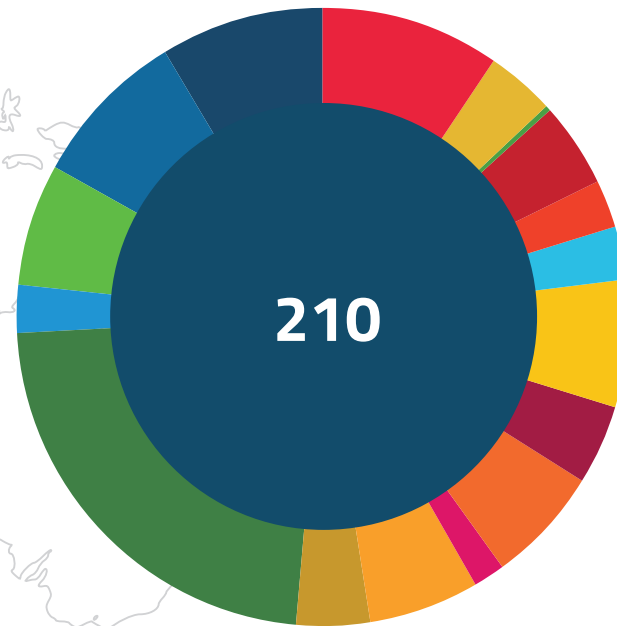
**Europe
et Asie centrale**



**États
arabes**



Asie-Pacifique





ODD 1 PAS DE PAUVRETÉ

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

FAITS MARQUANTS

Près de 700 M de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté⁶.

Les répercussions des changements climatiques devraient aggraver la situation actuelle, tout en créant de nouvelles causes de pauvreté.

D'ici 2030, 100 millions de personnes supplémentaires

risquent de basculer dans l'extrême pauvreté à cause des changements climatiques⁷.

D'ici 2050, ce nombre pourrait atteindre 720 millions de personnes⁸.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 300
PROJETS ET
PROGRAMMES

L'approche du PNUD en matière de changements climatiques est inclusive. Elle donne la priorité aux plus pauvres et aux plus vulnérables, conformément à sa vocation, qui est de contribuer à l'éradication de la pauvreté, ainsi qu'à la réduction des inégalités et de l'exclusion.

INTERVENTIONS CLÉS



Moyens de subsistance résilients et sécurité alimentaire



Renforcement des systèmes d'alerte précoce et des services d'information climatologiques



Protection sociale adaptée



Réduction des risques de catastrophe et relèvement résilient



Accès des populations pauvres à des énergies propres et abordables



GROS PLANS

NIGER

Entre 2013 et 2015, le nombre de personnes touchées par les inondations est passé de 32 478 à 1 083.

Cette baisse est attribuable à un programme soutenu par le PNUD (création de 15 observatoires chargés du suivi des indicateurs de vulnérabilité, mise en place de 31 systèmes communautaires d'alerte précoce, formation de 560 acteurs communautaires, qui se sont vu remettre des téléphones mobiles destinés à l'envoi de messages d'alerte, rénovation de 4,5 km de digues, établissement de quatre stations de contrôle équipées de systèmes de transmission automatique associés à un modèle de prévision des inondations).

BANGLADESH

+ de 30 000 communautés côtières pauvres ont vu leur revenu doubler.

Ces communautés ont mis en œuvre un modèle innovant d'adaptation des zones côtières baptisé « Forêts, Poissons et Fruits » (FFF). Financé par le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), il s'agit d'une stratégie intégrée visant à garantir la viabilité des moyens de subsistance en diversifiant les sources de revenu et en réduisant les risques liés aux changements climatiques (végétation utilisée à des fins économiques et de protection de l'environnement, aménagement de fossés et de remblais, alevinage).

YEMEN

+ de 1 500 habitants privés d'accès à l'eau ont reçu 200 systèmes de récupération de l'eau provenant du brouillard.

Cette technologie innovante, fournie grâce au soutien du PNUD et à des financements du FPMA, consiste à collecter l'eau grâce à des filets (+ de 40 L d'eau par filet et par jour) afin d'approvisionner les communautés en eau potable, de libérer les femmes et les enfants de la corvée chronophage de l'eau et de favoriser le développement des cultures ainsi que de l'activité économique.

GEORGIE

+ de 200 000 habitants du bassin de Rioni sont protégés des risques d'inondation.

Huit ouvrages de protection contre les crues, un programme d'assurance indexé sur les conditions météorologiques et des mesures d'agroforesterie couvrant 9 hectares et employant localement 160 personnes ont été mis en place avec le soutien financier du Fonds d'adaptation. Un zonage des plaines inondables et une note d'orientation ont également été élaborés pour diffusion à d'autres bassins hydrographiques vulnérables dans le pays.



ODD 2 FAIM « ZÉRO »

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



GROS PLANS

SUDAN

+ de 20 000 agriculteurs pratiquant la culture pluviale ont vu leurs rendements augmenter de 150 %.

Des agriculteurs soudanais ont adopté des pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques grâce au soutien financier du FPMA et du Canada (cultures résistantes à la sécheresse, technologies d'irrigation fonctionnant à l'énergie solaire, mécanismes financiers tels que les assurances indexées sur les conditions météorologiques pour les agriculteurs pauvres).

ÉQUATEUR

Les petits producteurs et agriculteurs, en majorité des femmes, améliorent la sécurité alimentaire.

Grâce à des mesures financées par le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) (amélioration de l'approvisionnement en eau, techniques de culture et d'élevage résilientes), ils ont accru la résilience de leurs moyens de subsistance. La construction de petits barrages et de digues, associée à des réservoirs et à des techniques d'irrigation modernes leur permet de pratiquer, comme leurs ancêtres, une agriculture irriguée. À ces initiatives s'ajoutent la production d'engrais et la vente de produits biologiques.

PHILIPPINES

+ de 2 000 producteurs de riz se sont dotés d'une assurance indexée sur les conditions météorologiques.

Ce programme vise à réduire les risques associés à la variabilité des précipitations. Plus d'une centaine d'agricultures de l'île de Mindanao ont ainsi reçu rapidement des indemnités qui leur ont permis de rétablir leurs moyens de subsistance en l'espace de deux ans.

LE KENYA, LE NÉPAL, LES PHILIPPINES, LA THAÏLANDE, L'OUGANDA, L'URUGUAY, LE VIET NAM ET LA ZAMBIE

bénéficient d'un soutien international en vue d'intégrer l'agriculture à leurs NAP.

Dans le cadre de cette initiative, financée par le gouvernement allemand, le PNUD collabore avec la FAO afin d'aider ces pays à intégrer à leurs NAP des pratiques agricoles visant à préserver les moyens de subsistance, à stimuler la production et à améliorer la sécurité alimentaire.

FAITS MARQUANTS

Plus de 790 millions de personnes sont actuellement sous-alimentées⁹.

D'ici 2050, avec l'augmentation de la température moyenne mondiale de 2 °C, 120 millions d'enfants supplémentaires souffriront de malnutrition et de rachitisme en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud¹⁰.

Malgré l'évolution des pratiques agricoles, des technologies et les différentes mesures d'adaptation, la baisse du rendement des cultures pourrait atteindre jusqu'à 30 % d'ici 2080. Des régions pauvres telles que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud seront touchées de plein fouet¹¹.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

• Un point = 10



90 PAYS

+ 140

PROJETS ET PROGRAMMES

Le PNUD aide les pays à améliorer la sécurité alimentaire des communautés vulnérables grâce à des pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques, notamment axées sur la gestion durable des terres et des ressources en eau.

INTERVENTIONS CLÉS



Adoption de pratiques agricoles résilientes



Diffusion des bonnes pratiques et technologies agricoles



Meilleure assurance des récoltes, meilleur accès des petits exploitants au marché et aux services financiers



ODD 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

FAITS MARQUANTS

Entre 2030 et 2050, les changements climatiques devraient entraîner près de 250 000 décès annuels supplémentaires des suites de la malnutrition, du paludisme, des maladies diarrhéiques et du stress thermique¹², pour un coût direct variant, selon les estimations, de 2 à 4 milliards de dollars par an d'ici 2030¹³.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 40

PROJETS ET PROGRAMMES



+ 30 PAYS

Le PNUD apporte aux pays un appui pour l'évaluation et la gestion des risques liés au climat afin de favoriser la santé et le bien-être des populations.

INTERVENTIONS CLÉS



Renforcement des systèmes de santé et d'alerte



Promotion des énergies propres afin de réduire la pollution de l'air intérieur



Promotion de systèmes de transports durables et écologiques



© PNUD Bhoutan

GROS PLANS

BHOUTAN

Les données climatiques contribuent à la prévision des risques de santé associés aux changements climatiques.

Grâce à une stratégie innovante, qui consiste à analyser les données climatiques au regard des données de surveillance épidémiologique, les systèmes d'alerte précoce ont été renforcés. Six centres de santé et de météorologie ont été mis en place avec des financements du Fonds spécial pour les changements climatiques et en collaboration avec l'OMS. Le PNUD étend cette initiative à d'autres PMA d'Asie et du Pacifique grâce au soutien financier du FPMA.

GHANA

Des mesures liées au climat et sensibles à la problématique hommes-femmes sont prises dans le secteur de la santé.

Des mesures et des mécanismes de mise en œuvre sensibles à la dimension de genre ont été intégrés au plan de développement à moyen terme 2014-2017 du secteur de la santé afin de tenir compte des risques sanitaires associés aux changements climatiques. Cette décision fait suite à un examen approfondi du Plan de développement réalisé avec l'appui technique et financier du PNUD et du FEM.

SOUDAN

Des hôpitaux, des cliniques et des magasins de fournitures médicales approvisionnés en énergies renouvelables.

L'initiative Solar 4 Health, mise en œuvre conjointement avec la BAD, vise à diffuser les solutions photovoltaïques dans le secteur de la santé tout en améliorant les services médicaux et la prise en charge d'urgence des plus pauvres.

THAÏLANDE

Les communautés ethniques ont réduit leur exposition à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations.

Le PNUD favorise l'accès aux services énergétiques des minorités ethniques habitant la province la plus pauvre de la Thaïlande, dont beaucoup ne sont pas raccordées au réseau électrique et dépendent fortement du bois de feu pour la cuisine et le chauffage. Grâce à l'installation d'un site de production d'énergie solaire et de poêles améliorés, les communautés bénéficient dorénavant d'un accès à l'électricité. Elles peuvent réduire leur consommation en bois de chauffe, nocive pour la santé, et avoir accès à de nouveaux emplois.



ODD 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



FAITS MARQUANTS

57 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés¹⁴.

Les dégâts provoqués dans les établissements scolaires par les inondations et les cyclones et la multiplication des épisodes de canicule nuisent à la scolarité des enfants¹⁵.

L'éducation, la formation et la sensibilisation du public font partie intégrante de toutes les ripostes aux changements climatiques, selon la CCNUCC.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

• Un point = 10



+ 150

PROJETS ET PROGRAMMES



+ 70 PAYS

Le PNUD reconnaît le rôle essentiel des actions de sensibilisation du public et du renforcement des systèmes éducatifs dans toutes les ripostes aux changements climatiques.

INTERVENTIONS CLÉS



Intégration des changements climatiques dans les programmes scolaires (formels et informels)



Mise en place de systèmes éducatifs résilients en améliorant l'état des écoles et des infrastructures



Promotion de la sensibilisation du public et de programmes éducatifs

GROS PLANS

KENYA

+ de 1 300 écoles sont équipées de solutions photovoltaïques.

L'installation de panneaux solaires dans les écoles a amélioré l'assiduité scolaire des enfants issus des communautés pauvres, éloignées et privées d'accès à l'électricité. Cette initiative est menée en partenariat avec Panasonic.

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPES

Des solutions photovoltaïques ont été déployées dans quatre écoles.

Localisés à Gaza, Jabalia, Khan Younis et Rafah, ces établissements disposent d'un système d'alimentation électrique fonctionnant sans interruption, de façon à ne pas perturber le travail des élèves. Cette initiative, financée par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, a sensibilisé l'opinion au rôle des énergies renouvelables dans le renforcement de la résilience.

MOLDAVIE

Trois établissements d'enseignement professionnel proposent des formations sur l'énergie de la biomasse.

Ces formations, lancées à la rentrée 2015, répondent à une forte demande de la part des professionnels du secteur des énergies renouvelables, l'un des moteurs de la croissance et du développement durables du pays.

UGANDA

Les écoles sont au cœur des efforts de diffusion des énergies propres.

Cette initiative consiste à chercher de nouvelles sources de financement (responsabilité sociale des entreprises, donateurs internationaux et financement participatif, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre de NAMA, afin d'opérer un changement durable dans le secteur de l'éducation. Elle est financée par l'Union européenne au titre du programme de renforcement de capacités pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (LECB).



ODD 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

FAITS MARQUANTS

Les changements climatiques exacerbent les inégalités entre les sexes au détriment des femmes. Ils augmentent la charge de travail, les risques professionnels aussi bien en intérieur qu'en extérieur, ainsi que la détresse psychologique et affective, et la mortalité lors de la survenue de catastrophes d'origine climatique¹⁶.

Les femmes représentent près de 80 % des personnes déplacées à cause des changements climatiques¹⁷.

Les femmes et les filles ont un rôle majeur à jouer dans l'identification des risques climatiques, l'adaptation aux changements climatiques et la recherche de solutions¹⁸.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



80 % de tous les projets relatifs aux changements climatiques contribuent directement à l'égalité entre les sexes ainsi qu'à l'autonomisation des femmes

Le PNUD promeut des solutions d'adaptation aux changements climatiques favorisant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes en tant que facteurs essentiels du développement durable.



30 % font de l'égalité hommes-femmes un de leurs principaux objectifs

INTERVENTIONS CLÉS



Intégration de l'égalité entre les sexes dans les politiques, les stratégies, la planification et la budgétisation liées au climat



Mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets sensibles au genre



Mécanismes de financement de l'action climatique tenant compte du genre



Leadership et participation des femmes à la prise de décisions sur les politiques climatiques au niveau mondial, régional, national et local



© PNUD Cambodge

SUPPORT IN FOCUS

MAROC

+ de 200 femmes formées à la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de GES.

Cette formation était axée sur l'élaboration de NAMA et la troisième communication nationale. Des groupes de femmes ont participé activement à la définition des exigences applicables aux rapports soumis à la CCNUCC. Ils ont contribué à l'amélioration de la parité dans les organes décisionnels de haut niveau tels que le comité interministériel de suivi de la stratégie de réduction des émissions de carbone, aujourd'hui composé de 19 femmes et 15 hommes.

SRI LANKA

Les femmes chefs d'entreprise ont vu leur revenu augmenter de 200 %.

Le recours à des séchoirs à haute efficacité énergétique et fonctionnant grâce à la biomasse pour sécher le poisson a fait passer leur salaire mensuel de 15 000 à 40 000 roupies. Avec l'appui de la FAO et du FEM, elles ont acquis des compétences en marketing et été sensibilisées à l'importance de la diversification de la production, ce qui a contribué à une hausse de leur épargne.

HAÏTI

Les femmes se font plus entendre dans la prise de décisions liées à la gestion de l'eau dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques.

Grâce à des financements du FPMA et du Canada, des activités de promotion de l'autonomisation ont favorisé la participation active des femmes dans les comités de gestion des bassins versants (proposition de sélectionner des arbres fruitiers pour les activités de reboisement en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, par ex.).

ÉTHIOPIE, CAMBODGE ET PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Les lignes directrices nationales sur le climat intègrent la dimension de genre.

Avec l'appui financier du FPMA, l'Éthiopie a élaboré des lignes directrices en matière d'intégration de la dimension de genre dans les secteurs de l'environnement et de la foresterie. Le Cambodge, en partenariat avec l'Alliance mondiale sur les femmes et le climat a quant à lui intégré cette problématique à ses stratégies et plans relatifs aux changements climatiques dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de l'eau et des infrastructures routières et urbaines. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le programme REDD des Nations Unies a contribué à la rédaction de directives nationales sur le consentement libre, préalable et éclairé dans le cadre de la mise en œuvre de REDD+.



ODD 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau



SUPPORT IN FOCUS

MALDIVES

Diffusion d'installations de distribution de l'eau durables sur 49 îles.

Pour réduire les coûts, les îles de Mahibadhoo, Ihavandhoo et Gadhdhoo se sont dotées de systèmes de dessalement de l'eau de mer qui récupèrent les eaux de pluie et fonctionnent à l'énergie solaire. Ces installations, financées par le Fonds d'adaptation, sont gérées par les services publics de distribution de l'eau. Elles sont complètement autonomes pendant la saison sèche et capables d'approvisionner en eau les îles voisines en cas de besoin. Financée par le FVC, cette initiative devrait à terme concerner 49 îles.

DJIBOUTI

Des agriculteurs et des éleveurs améliorent leurs pratiques de gestion de l'eau pour réduire les risques climatiques..

Ces pratiques, qui englobent la collecte des eaux de pluie, visent à limiter les risques climatiques associés à la variabilité des précipitations dans les régions montagneuses confrontées à de graves pénuries d'eau. Soutenue par le Fonds d'adaptation, l'initiative favorise l'adaptation des communautés rurales aux changements climatiques. Elle contribue également à l'élaboration de plans de préparation aux sécheresses et aux inondations ainsi qu'au renforcement des capacités dans le cadre de la gestion et de la réduction des risques de catastrophe.

COMORES

L'installation de + de 20 000 mètres de canalisations réduit les pertes d'eau de 60 à 5 %.

De nouvelles pratiques, combinées au renouvellement des infrastructures, règlent de nombreux problèmes d'eau et renforcent la résilience des populations. Financées par le FPMA, ces actions visent à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau, un enjeu crucial pour les petits États insulaires en développement (PEID). L'introduction de kits d'irrigation goutte à goutte a notamment augmenté les rendements agricoles. Des groupes dédiés et des accords relatifs à la gestion de l'eau ont été mis en place pour garantir la viabilité des infrastructures à long terme et les répercussions des changements climatiques, intégrées à la nouvelle loi nationale sur l'eau.

FAITS MARQUANTS

À l'heure actuelle, **1,6 milliard de personnes ne disposent pas d'assez d'eau pour couvrir leurs besoins.** D'ici 2025, ce chiffre devrait atteindre 2,8 milliards¹⁹.

Pour chaque augmentation de la température de la planète d'un degré, on estime que près de **7 % de la population mondiale verra ses ressources en eau renouvelables diminuer** d'au moins 20 %²⁰.

La **pénurie d'eau**, aggravée par les changements climatiques, pourrait **coûter à certaines régions près de 6 % de leur PIB**, intensifiant les migrations et engendrant des conflits²¹.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



78 PAYS

+ 120
PROJETS ET
PROGRAMMES

Le PNUD reconnaît que l'adaptation aux changements climatiques est étroitement liée aux ressources en eau et à leur rôle dans le développement durable.

INTERVENTIONS CLÉS



Gestion intégrée des ressources en eau comme instrument de renforcement de la résilience climatique



Mesures favorisant l'accès à l'eau potable dans une optique de résilience



Introduction de technologies de récolte et d'économie de l'eau



ODD 7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

FAITS MARQUANTS

Le secteur de l'énergie, qui **représente à lui seul près de deux tiers des émissions de gaz à effet de serre**, est le principal responsable des changements climatiques.

L'amélioration de l'efficacité énergétique pourrait assurer **environ 40 % de la baisse des émissions requise à l'horizon 2050** afin de contenir la hausse des températures mondiales sous la barre des 2 ° C²².

Le doublement de la part des énergies renouvelables d'ici 2030 pourrait quant à lui représenter la moitié de la réduction des émissions nécessaire et créer plus de **24 millions** d'emplois à travers le monde²³.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ DE 130 PROJETS LIÉS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES **+ 120 PROJETS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE** **+ 110 PAYS**

Le PNUD aide les pays à mettre en œuvre des solutions énergétiques durables tenant compte des risques en favorisant les investissements de la part des secteurs public, privé et financier.

INTERVENTIONS CLÉS



Amélioration de l'accès des populations pauvres à des énergies propres et abordables



Promotion de l'efficacité énergétique dans les secteurs public et privé ainsi qu'auprès des consommateurs



Élimination des risques associés aux investissements dans les énergies renouvelables et recours aux partenariats public-privé.



Soutien aux transports publics et aux infrastructures durables



© PNUD Inde

GROS PLANS

ZIMBABWE
+ de 500 habitants bénéficient d'une centrale solaire gérée par la communauté.

Ils ont maintenant accès à une source d'énergie propre pour l'irrigation, les écoles et leurs besoins personnels. Cette station, financée par le programme de petites subventions du PNUD/FEM et l'Union européenne, a également permis aux propriétaires de kiosques fonctionnant à l'énergie solaire de proposer un service de recharge de batteries, augmentant leur revenu de 600 dollars au cours des trois premiers mois d'activité.

BÉNIN ET BURKINA FASO
200 000 digesteurs de biogaz devraient réduire les émissions de 22 500 tonnes d'équivalent CO2 par an entre 2013 et 2041.

Un programme multipays de développement propre a été mis en place pour remplacer les méthodes traditionnelles de production d'énergie thermique dans les ménages. Il a été élaboré avec l'appui du Mécanisme de financement de la lutte contre les émissions de carbone et financé par l'Australie en partenariat avec l'organisation néerlandaise de développement international (SNV). L'objectif est d'améliorer la qualité de vie des agriculteurs, notamment des femmes, ainsi que leurs moyens de subsistance en mettant à profit les bénéfices marchands et non marchands du biogaz domestique.

BAHREÏN, KOWEÏT, ARABIE SAOUDITE ET ÉMIRATS ARABES UNIS
Des centres nationaux d'excellence sur les énergies durables voient le jour.

Avec l'appui technique et stratégique du PNUD, ces pays, qui affichent un bilan carbone élevé, mettent en place des politiques nationales et des partenariats public-privé en vue de réduire leur empreinte carbone ainsi que l'intensité énergétique de certains secteurs (construction, production d'énergie et transports).

INDE
L'efficacité énergétique est une priorité dans 285 aciéries de seconde fusion.

Celles-ci figurent parmi les principaux consommateurs d'énergies et émetteurs industriels de gaz à effet de serre. Une initiative mise en œuvre avec des financements du FEM a réduit les coûts énergétiques de 30 %, ce qui représente une économie annuelle de près de 15 millions de dollars sur les dix prochaines années et une baisse des émissions de 30 %. Le gouvernement indien travaille actuellement à étendre cette bonne pratique à 1 000 autres établissements à travers le pays.



ODD 8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



© PNUD

GROS PLANS

MALDIVES
Les voyageurs et les communautés s'associent pour favoriser la résilience des Maldives face aux changements climatiques.

Si le tourisme représente 30 % du PIB de ce pays de faible altitude, ce secteur est menacé par l'élévation du niveau des mers, l'érosion des plages et d'autres répercussions liées aux changements climatiques. Les mesures d'adaptation financées par le FPMA englobent des projets pilotes de préservation des sources d'eau douce, de gestion des déchets, de conservation de la biodiversité, de collecte des eaux de pluie et de systèmes de culture hydroponique et au goutte-à-goutte.

VIET NAM
Cinq secteurs regroupant des PME luttent contre les obstacles à la mise en place de solutions écoénergétiques.

Cette initiative, financée par le FEM, vise à diffuser largement les pratiques de gestion et les technologies écoénergétiques, notamment dans les secteurs de la confection de briques, de la céramique, du textile, du papier et de la transformation alimentaire. En 2011, elle a permis de réaliser des économies d'énergie cumulées de 171 kilotonnes et de réduire les émissions de CO2 de 704 kilotonnes. Les PME jouent un rôle essentiel dans les économies d'énergie à l'échelle nationale et la croissance économique durable, car elles représentent actuellement 95 % des entreprises du pays.

CUBA
Le pays instaure des zones réservées à la pêche durable.

L'une d'entre elles est le Golfe de Batabanó, qui est spécialisé dans la production de homards et constitue un haut lieu du tourisme, le principal secteur économique du pays. Ce projet bénéficie de l'appui financier du FEM.

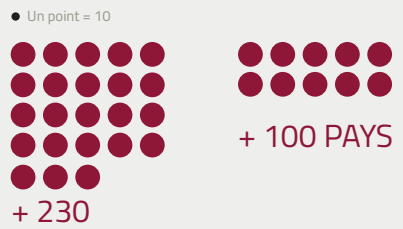
FAITS MARQUANTS

Selon les estimations, les changements climatiques ont coûté en 2010 à l'économie mondiale 1,6 % de son PIB, soit 1 200 milliards. Leur incidence croissante pourrait porter ce chiffre à 3,2 % d'ici 2030 et à jusqu'à 10 % à l'horizon 2100²⁴.

La mise en œuvre de politiques adaptées de réduction des émissions (transports propres, hausse de l'efficacité énergétique de l'industrie et des bâtiments, etc.) pourrait rapporter à l'économie mondiale jusqu'à 2 600 milliards de dollars par an.

Les épisodes de canicule liés au réchauffement climatique menacent la productivité de secteurs clés, pour un coût total de plus de 2 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale²⁶.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD



Le PNUD est conscient que la croissance économique de demain et le développement durable dépendent de la réponse apportée aujourd'hui aux changements climatiques.

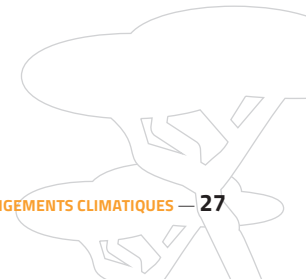
INTERVENTIONS CLÉS



Promotion d'un tourisme durable (écotourisme, par ex.), qui favorise la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et crée des emplois à l'échelle locale.



Appui aux entrepreneurs et aux PME qui soutiennent les solutions énergétiques écologiques et à faibles émissions de carbone.





ODD 9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

FAITS MARQUANTS

Les **changements climatiques** ont une incidence considérable sur les infrastructures et constituent une menace importante pour leur fiabilité et leur fonctionnement. La mise en place de stratégies adaptées peut en revanche générer des économies, des bénéfices et des revenus supplémentaires.

En 2010, l'industrie représentait **plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale**, et plus de la moitié de ces rejets était produite par l'Asie. En recourant à des technologies innovantes, il serait possible, selon les estimations, de réduire de 20 % l'intensité énergétique du secteur industriel²⁷.

L'**absence de prise en compte des scénarios climatiques** dans la conception et la construction des infrastructures hydroélectriques dans sept des principaux bassins hydrographiques africains pourrait occasionner des **pertes de recettes atteignant 60 %** (contre une augmentation de jusqu'à 120 % dans l'hypothèse inverse)²⁸.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 230

PROJETS ET
PROGRAMMES



105 PAYS

Le PNUD aide les pays à renforcer la résilience climatique et l'efficacité énergétique de leurs infrastructures nationales et locales.

INTERVENTIONS CLÉS



Promotion d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques



Modernisation des infrastructures et adoption par les industries de technologies et de processus écoénergétiques, écologiques et à faibles émissions de carbone.



© PNUD Géorgie

GROS PLANS

INDE

+ de 142 millions de kWh et de 117 000 tonnes de CO2 économisés en 2013.

En Inde, le PNUD soutient la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans les compagnies nationales de chemins de fer. Financée par le FEM, cette initiative vise à renforcer à long terme l'efficacité énergétique et à élaborer un programme de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre des infrastructures ferroviaires. Elle prévoit la diffusion de technologies et de mesures d'économie d'énergie ainsi que l'établissement d'un centre d'excellence en matière d'efficacité énergétique. En 2020-2021, ces efforts devraient se traduire par des économies d'énergies cumulées et indirectes de 4,05 milliards de kWh et une baisse des émissions de CO2 de 3,32 millions de tonnes.

CHINE

Les technologies et les mesures d'économie d'énergie transforment le secteur de la construction en milieu rural.

Ce programme, financé par le FEM, a débuté par la diffusion de mesures et de technologies économes en énergie dans dix briqueteries et dix projets de construction. Il a été étendu à 128 briqueteries et 45 projets immobiliers. Outre les économies d'énergie, il contribue à la viabilité à long terme de l'industrie rurale de la brique ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des habitants.

GEORGIE

Développement d'un cadre d'action exhaustif pour le zonage de plaines inondables.

Ce cadre vise à garantir la prise en compte des risques dans le secteur de la construction. Élaboré avec le soutien du Fonds d'adaptation, il prévoit la prise en compte systématique dans tous les nouveaux projets immobiliers et d'infrastructures des risques liés aux catastrophes naturelles et au climat. Le PNUD et le gouvernement géorgien réfléchissent actuellement à la possibilité d'étendre cette initiative et de s'en inspirer pour développer une politique nationale d'intégration des risques.



ODD 10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Réduire les inégalités dans un pays et d'un pays à l'autre



FAITS MARQUANTS

Les changements climatiques et les inégalités socio-économiques sont étroitement imbriqués.

Les populations défavorisées sur le plan social et géographique et victimes d'inégalités persistantes liées au genre, à l'âge, à la race, à l'appartenance ethnique et au handicap sont touchées de plein fouet par les changements et les risques climatiques²⁹.

Selon les estimations, les 10 % des personnes les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale

(contre seulement 10 % pour la moitié la plus pauvre de la population, qui vit en grande majorité dans les pays les plus exposés aux répercussions des changements climatiques³⁰).

Ces derniers devraient également **accroître les migrations et les déplacements** au niveau national et transfrontalier³¹.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 65

PROJETS ET PROGRAMMES



40 PAYS

Fondée sur les principes d'inclusion et d'égalité, l'action du PNUD vise à prendre en compte les besoins des personnes exclues des processus de prise de décisions (jeunes, personnes âgées, peuples autochtones et personnes handicapées, notamment).

INTERVENTIONS CLÉS



Promotion de la participation des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et des communautés locales à l'élaboration ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques relatives aux changements climatiques.



Soutien aux pays ayant une économie modeste (PMA et PEID) pour l'accès aux ressources financières, humaines et technologiques nécessaires à la mise en œuvre et au déploiement de mesures dans ce domaine.

GROS PLANS

COLOMBIE, COSTA RICA, HONDURAS, MEXIQUE, PANAMA ET PÉROU

Les peuples autochtones ont leur mot à dire dans les processus de préparation à la REDD+.

Dans le cadre des processus de préparation liés au programme REDD des Nations Unies, le PNUD a contribué à accroître la participation et l'autonomisation de la société civile, des peuples autochtones, des populations d'origine africaine et des leaders campesinos. Les populations autochtones et les autorités ont notamment collaboré à l'élaboration d'une politique de consentement préalable, libre et éclairé au Honduras.

COLOMBIE, GUATEMALA, PANAMA ET PARAGUAY

Les peuples autochtones adoptent des pratiques et des politiques de gestion durable des forêts et autres écosystèmes.

Ce programme, financé par le FEM est mis en œuvre dans quatre pays par des communautés et des organisations. Au Paraguay, l'institut national indigène et d'autres partenaires œuvrent à la protection et à régénération de la forêt atlantique du Haut Paraná. Les petits agriculteurs et les gros producteurs de cette région adoptent des pratiques durables. Au niveau national, la révision du cadre juridique en matière d'environnement améliorera la gouvernance des ressources naturelles.

ÎLES DU PACIFIQUE

Les communautés rurales isolées sont alimentées 24 h sur 24 en électricité grâce à des systèmes photovoltaïques hors réseau. off-grid photovoltaic systems.

L'amélioration de l'accès à des services énergétiques fiables et écologiques est une priorité pour les PIED, notamment les Îles Cook, les Fidji, Kiribati, Nauru, Nioué, la Papouasie–Nouvelle-Guinée, Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Des projets soutenus par le FEM d'installation de systèmes photovoltaïques hors réseau offrent aux communautés des zones isolées l'accès à une alimentation électrique continue. Cette électricité contribue à la conservation et à la réfrigération des aliments ainsi que des vaccins et des médicaments, à l'alimentation des équipements médicaux ainsi qu'à l'approvisionnement en eau salubre pour la cuisine, l'hygiène et l'assainissement.



ODD 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

FAITS MARQUANTS

3,5 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, vivent dans des villes. D'ici 2050, celles-ci devraient concentrer plus des deux tiers de la population mondiale (jusqu'à 6 milliards de personnes)³².

Les zones urbaines, qui occupent seulement 3 % des terres émergées, produisent près de 80 % du PIB mondial. Elles représentent plus de 70 % de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre connexes³³.

Une part importante de la population mondiale la plus touchée par les phénomènes météorologiques extrêmes habite les villes, ce qui nuit considérablement à l'économie mondiale³⁴. À l'échelle de la planète, plus de 80 % des coûts annuels liés à l'adaptation aux changements climatiques sont assumés par les zones urbaines³⁵.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 210 PROJETS ET PROGRAMMES

La promotion d'un développement urbain de faible intensité carbonique et tenant compte des risques climatiques est essentielle à la réussite des efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ses effets.

INTERVENTIONS CLÉS



Gestion des risques d'inondation dans les villes



Mise en place de transports urbains durables



Promotion de l'efficacité énergétique des édifices publics et des immeubles commerciaux



© PNUD Guatemala

GROS PLANS

TURQUIE

Le premier centre dédié à l'efficacité énergétique a contribué à la formation d'une main-d'œuvre à l'échelle régionale.

Ce centre, situé dans le sud-est de l'Anatolie, a été rénové sur la base du concept international de maison passive. C'est le premier édifice sans empreinte carbone du pays. Avec l'urbanisation, le nombre d'immeubles commerciaux et résidentiels dans les métropoles turques a explosé. En 2008, le secteur de la construction représentait plus d'un tiers de l'énergie consommée et des émissions de CO2 liées à l'énergie dans le pays.

HONDURAS

13 000 ménages urbains particulièrement vulnérables sont désormais à l'abri des inondations et des glissements de terrain.

Des mesures ont été prises pour protéger les familles vivant dans la région de Tegucigalpa, capitale du Honduras. Cette initiative, qui bénéficie du soutien du PNUD dans le cadre du Fonds d'adaptation, comprend l'installation de stations météorologiques informatisées, de systèmes de collecte des eaux de pluie sur les toits et la protection de plus de 60 000 hectares de forêts à proximité du principal bassin versant de la ville.

ÉGYPTE

Une économie d'énergie de jusqu'à 40 % a été réalisée au niveau de l'éclairage et des appareils électriques.

Cette économie est liée au renforcement de l'aide du PNUD, grâce au soutien financier du FEM, dans les principales zones urbaines du pays. Cette aide s'étend à l'éclairage des rues de quartiers résidentiels, des banques, des magasins, des supermarchés, des hôtels, des stations touristiques, des bibliothèques, des panneaux d'affichage ainsi que des immeubles privés et des bâtiments publics administratifs. Des partenariats public-privé innovants visant à promouvoir un éclairage à haut rendement énergétique ont été étendus au secteur bancaire, entre autres. Ces efforts ont également contribué au renforcement du cadre réglementaire et institutionnel, à l'élaboration des mécanismes de suivi et de mise en œuvre, ainsi qu'à la formation des fonctionnaires et autres acteurs concernés.



ODD 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Établir des modes de consommation et de production durables

FAITS MARQUANTS

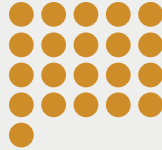
Les ménages représentent près d'un tiers de la consommation d'énergie et un cinquième des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale³⁶.

1,3 milliard de tonnes d'aliments sont gaspillées chaque année alors qu'un milliard de personnes sont sous-alimentées et qu'un autre milliard souffre de la faim. Le secteur alimentaire représente près de 30 % de la consommation mondiale d'énergie et 22 % des émissions de gaz à effet de serre³⁷.

La demande croissante de bois d'œuvre et de produits en papier a engendré des pratiques d'exploitation forestière insoutenables ainsi qu'une modification de l'utilisation des sols, entraînant la destruction des forêts tropicales humides.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 210

PROJETS ET
PROGRAMMES



+ 95 PAYS

Le PNUD aide les pays à promouvoir des modes de consommation et de production durables, qui atténuent les répercussions des changements climatiques.

INTERVENTIONS CLÉS



Production de bois durable



Exploitation des matières premières et chaîne d'approvisionnement respectueuses de l'environnement



Développement des activités économiques écologiques et adoption de modes de consommation et de production durables dans les petites, moyennes et microentreprises (PMME).



Appareils ménagers écoénergétiques



© PNUD Égypte

GROS PLANS

MEXIQUE

+ de 1,7 million d'hectares de forêts bénéficient d'une certification de bonne gestion.

Près de 1,4 million d'hectares supplémentaires pourraient également recevoir cette certification dans le cadre d'un programme soutenu par le PNUD et le FEM au Mexique. À l'échelle du pays, ce programme est axé en priorités sur la certification des forêts et la conservation de la biodiversité. Au niveau local, des communautés indigènes et locales ont, aux côtés d'une vingtaine d'entreprises forestières communautaires, adopté de nouvelles pratiques de gestion. Elles ont également collaboré à l'obtention de certifications nationales et internationales pour la production durable de produits ligneux.

ÉGYPTE

Des familles rurales ont reçu plus de 700 digesteurs de biogaz.

Des ingénieurs et des maçons ont été formés avec l'aide du PNUD et du FEM à l'installation de digesteurs de biogaz. Ce programme vise à lever les obstacles techniques, institutionnels et liés au manque d'information ou de débouchés commerciaux à la diffusion de l'énergie provenant de la biomasse. L'objectif est de promouvoir un développement durable dans les zones rurales tout en limitant les effets nocifs du recours aux énergies fossiles et d'une mauvaise gestion de l'agriculture ainsi que des déchets solides. Les digesteurs de biogaz permettent d'approvisionner en gaz de pétrole liquéfié plus de 8,9 millions de ménages ruraux et de réduire les émissions de CO₂ de plus de 7,56 millions de tonnes par an (estimation calculée sur la base de 50 kg de déchets d'origine animale par jour et par ménage).

COSTA RICA ET PARAGUAY

Deux pays producteurs de viande ont adopté des mesures durables en matière d'élevage et de production de viande.

Ces bonnes pratiques contribuent à la réduction des émissions de CO₂, à la production durable d'aliments et à la lutte contre les changements climatiques. Conjuguée à une gestion améliorée du fumier, la diffusion à plus grande échelle de ces pratiques et de nouvelles technologies, axées sur la foresterie et le pâturage, ainsi que sur l'alimentation, la santé et l'élevage pourrait réduire les émissions de l'ensemble du secteur.



ODD 13 MESURES LIÉES AU CLIMAT

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



© PNUD Comores

FAITS MARQUANTS

À l'échelle de la planète, la température moyenne a augmenté de 0,85 °C entre 1880 et 2012. D'ici 2100, cette hausse devrait dépasser 1,5 °C du fait des taux actuels d'émissions et de concentrations de CO2 dans l'air³⁸.

Le niveau moyen des mers a enregistré une hausse de près de 20 cm entre 1901 et 2010 tandis que depuis 1979, la diminution des glaces se poursuit au rythme de 1,07 million de km² chaque décennie. L'élévation du niveau des mers devrait atteindre en moyenne 24 à 30 cm d'ici 2065 et 40 à 63 cm d'ici 2100³⁹.

Les émissions mondiales de CO2 ont bondi de près de 50 % depuis 1990, affichant entre 2000 et 2010 une hausse supérieure à celles des trois décennies précédentes réunies⁴⁰.

LE PNUD CONTRIBUE À LA RÉALISATION DE TOUTES LES CIBLES DE L'ODD 13 — GROS PLANS

CIBLE 13.1 RENFORCER LA RÉSILIENCE ET LES CAPACITÉS D'ADAPTATION

Le PNUD est le premier partenaire d'exécution en matière d'adaptation aux changements climatiques, avec des équipes dans plus de 110 pays.

Priorités stratégiques :



Renforcement des moyens de subsistance résilients face aux changements

climatiques, notamment au sein des **populations les plus vulnérables**



Diffusion de mesures d'adaptation dans des secteurs clés



Prise en compte des risques liés aux catastrophes et au climat dans le cadre d'une gouvernance intégrée



Promotion d'un relèvement résilient avec l'intégration des risques climatiques

et des mesures d'adaptation et d'atténuation dans les efforts de relèvement après une catastrophe

CIBLE 13.2 INCORPORER DES MESURES RELATIVES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA PLANIFICATION NATIONALE



Le renforcement du leadership national et

l'adhésion des pays sont au cœur de l'aide au développement fournie par le PNUD, y compris en matière de changements climatiques.

+70

Appui à + de 70 pays pour intégrer et mettre en

œuvre des mesures complètes d'adaptation aux changements

climatiques et d'atténuation de leurs effets dans les politiques, les stratégies et la planification au niveau national et local.

CIBLE 13.3 AMÉLIORER LES CAPACITÉS INDIVIDUELLES ET INSTITUTIONNELLES EN CE QUI CONCERNE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS ET LES SYSTÈMES D'ALERTE RAPIDE

43

pays soutenus dans l'élaboration de leurs CPDN et 37 aidés dans la **préparation et la mise en œuvre de leurs NDC**

18

pays soutenus dans le **renforcement de leur système d'inventaire des gaz à effet de serre** afin de jeter des bases solides pour des mesures d'atténuation et de transparence

42

pays ont bénéficié d'un appui pour **l'élaboration et la mise en œuvre de leurs NAP**

1,035

plans intégrés d'adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophe mis en place dans + de 50 pays

25

pays soutenus dans l'élaboration de leurs **stratégies et plans pour un développement induisant peu d'émissions**, notamment de leurs **NAMA et LED**

+110

pays ont reçu un appui en matière d'**énergies durables**

14

pays en développement sous-représentés d'Afrique et d'Asie-Pacifique ont bénéficié d'un appui à la **diffusion de solutions de financement de la lutte contre les émissions de carbone** grâce à l'élaboration d'un programme MDP et de NAMA. Une fois intégralement mises en œuvre, ces mesures devraient permettre de **réduire les émissions de CO2 de 40 millions de tonnes**, bénéficiant à **plus de 600 000 ménages**.

76

pays soutenus dans la **réduction de leurs émissions liées à la foresterie** à travers des mesures ciblant les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts

45

pays soutenus dans **l'amélioration de leurs services d'informations sur les risques climatiques et de leurs systèmes d'alerte précoce**



© PNUD Moldavie



© PNUD Bosnie

CIBLE 13.A MOBILISER ET METTRE EN ŒUVRE DES FINANCEMENTS LIÉS AU CLIMAT

La mobilisation des financements de l'action climatique fait partie intégrante des interventions du PNUD en matière de changements climatiques. Elle se fonde sur trois principes:



ÉQUITÉ
Tous les pays et toutes les personnes peuvent accéder à des financements liés au climat.



OPTIMISATION
Ces financements doivent servir à opérer des changements maximisant les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.



EFFICACITÉ
Mobilisation efficace des financements publics et nouvelles sources de financement nationales, internationales, publiques et privées

+140

pays soutenus dans l'accès à des subventions, pour un total de plus de **2,8 milliards de dollars** de financements obtenus auprès de mécanismes tels que le FEM, le Fonds d'adaptation, le FVC et divers partenaires multilatéraux et bilatéraux

17

pays ont bénéficié d'une assistance pour **l'obtention et le suivi de subventions supplémentaires**, notamment auprès du FVC

36

pays d'Asie-Pacifique, d'Afrique et d'Amérique latine ont reçu un appui dans la **réalisation de leur CPEIR**



Le PNUD est un partenaire d'exécution accrédité par le Fonds vert pour le climat. À ce jour, il a aidé l'Arménie, le Pakistan, le Malawi, les Maldives, le Sri Lanka, Tuvalu et le Viet Nam à soumettre des demandes de subvention. Ces pays ont tous obtenu des financements d'un montant total de **238 millions de dollars**.



Appui stratégique à la **réduction des risques liés au secteur privé, au financement des énergies renouvelables et la cartographie des flux financiers du secteur privé** dans le domaine des changements climatiques

CIBLE 13.B RENFORCER LES CAPACITÉS DES PMA ET DES PEID

48 PMA et 39 PEID

ont reçu une aide pour l'obtention de financements ainsi que la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation



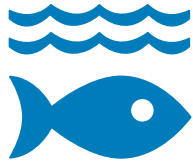
14 nations insulaires du Pacifique ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration de leurs politiques et stratégies de développement, ainsi que leurs instruments réglementaires pour l'adaptation aux changements climatiques



3 385 projets communautaires de mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation soutenus dans **131 pays**

ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Le PNUD est le principal organisme d'exécution du Fonds multilatéral pour la protection de la couche d'ozone dans le cadre du protocole de Montréal. Ce Fonds, qui finance des actions dans 109 pays pour un budget cumulé de 829 millions de dollars, a contribué à l'élimination **chaque année de 66 000 tonnes de substances nocives pour l'ozone** grâce à la mise en place de solutions alternatives écologiques. Comme ces substances présentent un potentiel de réchauffement planétaire élevé, le PNUD a parallèlement contribué à **réduire les émissions de CO2 de 4,93 milliards de tonnes** pour un coût minime. Le programme du PNUD est axé sur la Chine, premier producteur et consommateur de substances nocives pour l'ozone, et pays qui a enregistré la plus forte baisse de ses émissions de CO2.



ODD 14 VIE AQUATIQUE

Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

FAITS MARQUANTS

Plus de 3 milliards de personnes dépendent de la biodiversité marine et côtière pour leur subsistance⁴¹.

La valeur marchande des ressources ainsi que des industries marines et côtières représente 3 000 milliards par an, soit près de 5 % du PIB mondial⁴².

Les océans, qui absorbent plus de 90 % de l'excédent de chaleur de la Terre engendré par l'effet de serre, sont en train de se réchauffer⁴³.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 85

PROJETS ET PROGRAMMES



+ 60 PAYS

Le PNUD apporte un appui aux pays, et notamment aux populations côtières, en matière de préservation et de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers, mais aussi pour adapter leurs moyens de subsistance aux changements climatiques.

INTERVENTIONS CLÉS



Adaptation et gestion des écosystèmes marins



Gestion intégrée des littoraux pour renforcer la résilience climatique



Soutien aux PEID et aux PMA pour l'utilisation durable et résiliente de leurs ressources marines (pêcheries, aquaculture et tourisme)



Infrastructures de protection contre l'élévation du niveau des mers



© PNUD Inde

GROS PLANS

SAMOA

Les populations côtières améliorent leur résilience face aux risques climatiques.

Avec des ressources du FPMA, le PNUD améliore la résilience des communautés côtières face aux risques climatiques. Le tourisme représente jusqu'à 20 % du PIB annuel du pays. Il emploie directement près de 10 % de la population active, essentiellement dans de petites structures hôtelières. Ces établissements de taille modeste jouent un rôle central dans la croissance économique du pays.

THAÏLANDE

Des communautés côtières sont soutenues dans la préservation et la régénération des écosystèmes clés.

Dans le cadre de ce programme financé par le FSCC, le PNUD a contribué au reboisement des mangroves, au contrôle de la pollution et à l'instauration de patrouilles destinées à combattre la pêche illégale ainsi que la déforestation. Des communautés se sont dotées de règlements visant à favoriser une exploitation durable des ressources marines et côtières. Au niveau national, la nouvelle politique nationale relative à la biodiversité a été intégrée au plan directeur intégré 2015-2021 en matière de biodiversité du Ministère des ressources nationales et de l'environnement, adopté par le gouvernement et aujourd'hui appliqué dans tout le pays.

MONDE ENTIER

Collaboration avec l'industrie du transport maritime pour réduire son empreinte carbone.

Si la situation reste inchangée, la part des émissions de CO2 du secteur à l'échelle mondiale pourrait passer de 2,5 à 10 %, accélérant considérablement l'acidification des océans. Grâce à l'appui financier du FEM, le PNUD s'est associé avec l'OMI pour soutenir les pays dans la mise en conformité avec les nouvelles réglementations internationales en matière d'efficacité énergétique. Une dizaine de pays bénéficient d'une aide pour entreprendre des réformes juridiques, politiques et institutionnelles. Global Industry Alliance, un partenariat public-privé, s'efforce quant à lui de promouvoir les transferts de technologie.



ODD 15

VIE TERRESTRE Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

FAITS MARQUANTS

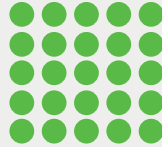
Près de 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts pour leur subsistance, dont quelque 70 millions de personnes issues de communautés autochtones⁴⁴.

Chaque année, la déforestation engendre près de trois milliards de tonnes d'émissions de CO₂⁴⁵, tandis que la dégradation des terres liée à la sécheresse et à la désertification provoque la perte de 12 millions d'hectares par an, un phénomène qui a une incidence sur 1,5 milliard de personnes⁴⁶.

L'incapacité à préserver les forêts impliquerait, pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2 °C, d'éliminer toutes les émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles d'ici 2035. Une gestion durable des forêts permettrait en revanche de repousser cette échéance de 10 à 15 ans⁴⁷.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD

● Un point = 10



+ 245

PROJETS ET PROGRAMMES

Le PNUD soutient les pays dans la mise en œuvre de mesures de protection, de régénération et d'exploitation rationnelle des écosystèmes terrestres, en vue de gérer durablement les forêts, de lutter contre la désertification, d'enrayer et d'inverser le processus de dégradation des terres et de mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. Il participe à plus de 130 projets et programmes directement liés à la gestion des forêts dans plus de 70 pays.



100 PAYS

INTERVENTIONS CLÉS



Appui à la gestion durable des forêts



Mise en œuvre de REDD+



Renforcement de la gouvernance des forêts et promotion de chaînes d'approvisionnement anti-déforestation



Extension des zones protégées abritant des écosystèmes forestiers exceptionnels



© PNUD Turquie

GROS PLANS

INDONÉSIE

Le taux de déforestation a reculé de 53 %.

Sur six sites, la superficie moyenne des surfaces déboisées est passée de 956 à 450 hectares par an en 2015. Le PNUD a apporté un soutien aux autorités en vue d'accroître le couvert forestier de 6 561 hectares à travers la plantation de 2 624 550 jeunes arbres ainsi que des actions favorisant le changement des méthodes de culture.

MOLDAVIE

18 communautés occupant 1 392 hectares de forêts et 5 800 hectares de pâturages communaux ont élaboré des plans de gestion de ces espaces.

Ce programme, financé par l'UE dans le cadre de l'initiative Clima East, prévoit le reboisement de 150 hectares de terres dégradées avec des espèces indigènes résilientes face aux changements climatiques. Il a également contribué à la régénération de 472 hectares de pâturages, améliorant ainsi les moyens de subsistance ainsi que la résilience de 20 800 personnes. Selon les estimations, il aura permis sur une période de 20 ans de piéger ou d'éviter le rejet de plus de 9 millions de tonnes de CO₂.

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, GUINÉE ÉQUATORIALE ET GABON

240 millions d'hectares de forêts tropicales humides sont protégés.

Les forêts tropicales humides séquestrent l'équivalent de six années d'émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Dans le cadre de l'initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), six pays à couvert forestier dense bénéficient d'une aide en vue de favoriser des investissements stratégiques et holistiques en faveur de REDD+ et du développement à faibles émissions. L'objectif est de lutter contre les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts tout en encourageant le développement durable. Cette initiative fait l'objet d'un partenariat entre le PNUD et différents acteurs clés, dont le Brésil.

LE PÉROU

est prêt pour la mise en œuvre de REDD+.

Le pays a reçu un appui technique dans le cadre du programme REDD des Nations Unies pour adopter des mesures d'atténuation des changements climatiques. Le PNUD continue de lui apporter une aide dans l'élaboration de mécanismes financiers afin de mettre en œuvre des activités sur le terrain dans le cadre d'un accord bilatéral avec la Norvège et l'Allemagne. Cet accord, assorti d'un budget de 300 millions de dollars, prévoit l'octroi de subventions indexées sur la réduction des émissions de carbone des zones forestières.



ODD 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

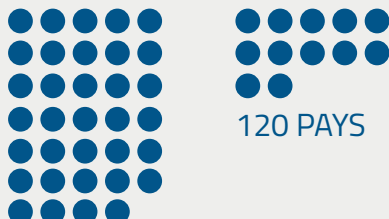
FAITS MARQUANTS

Les changements climatiques font peser de graves menaces sur la paix et la sécurité à l'échelle nationale et mondiale.

Les populations des États fragiles et touchés par les conflits sont particulièrement vulnérables, car elles manquent d'infrastructures, d'institutions, de capital naturel et social ainsi que de moyens de subsistance, autant d'éléments essentiels aux efforts d'adaptation.

Les changements climatiques risquent d'aggraver les tensions internationales actuelles liées aux pénuries d'eau et de nourriture, ainsi qu'aux migrations transfrontalières⁴⁸.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD



120 PAYS

340 PROJETS ET PROGRAMMES

Le PNUD favorise une prise de décisions rapide, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux. Il œuvre également au renforcement des administrations nationales et locales, ainsi que des cadres politiques liés aux changements climatiques en vue de promouvoir l'efficacité, la responsabilité et la transparence.

INTERVENTIONS CLÉS



Mise en place et renforcement des administrations nationales et locales, ainsi que des mécanismes de coordination en matière de changements climatiques.



Renforcement de la gouvernance du financement de l'action climatique



Soutien aux États fragiles et aux pays sortant d'un conflit en vue de favoriser un redressement résilient ainsi que l'adaptation aux répercussions des changements climatiques.



© PNUD Soudan

GROS PLANS

TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS Première étude des risques climatiques et des réponses possibles.

Le PNUD contribue à cette analyse, qui orientera les mesures visant à faire face aux changements climatiques (intégration des risques climatiques dans les efforts de relèvement, diffusion des énergies solaires pour favoriser l'autonomisation des communautés, stratégies de développement fondées sur la résilience).

LIBAN, JORDANIE, SOUDAN ET YÉMEN Des solutions énergétiques durables sont fournies aux réfugiés et aux communautés déplacées à cause des conflits.

Au Liban, ces énergies renouvelables servent à l'éclairage et au chauffage des communautés accueillant des réfugiés syriens. La Jordanie élabore quant à elle des cadres politiques intégrant les solutions photovoltaïques à la stratégie d'intervention nationale face à la crise en Syrie. Au Soudan et au Yémen, des solutions photovoltaïques sont mises en place pour venir en aide aux communautés déplacées par les conflits.

TCHAD, ÉGYPTE, LIBYE ET SOUDAN La coopération a permis l'élaboration d'un plan pour l'exploitation durable des ressources transfrontalières.

Un programme régional met l'accent sur les ressources en eau menacées par les changements climatiques. Cette initiative, financée par le FEM, porte notamment sur la gestion conjointe de l'aquifère nubien, l'une des plus grandes réserves d'eaux souterraines du monde. Un plan d'action stratégique a été élaboré et adopté par les quatre pays pour garantir une exploitation durable de cette ressource essentielle ainsi que la prévention des conflits.

VIET NAM Renforcement du mécanisme de règlement des plaintes de la REDD+ (GRM).

Dans le cadre du programme REDD des Nations Unies, le pays bénéficie d'un appui en vue de renforcer l'efficacité et la transparence de la mise en œuvre des mesures REDD au niveau national et régional. Cette initiative consiste notamment à étoffer les compétences en matière d'arbitrage des griefs des médiateurs intervenant dans six provinces du pays. Elle leur a ainsi permis de mieux remplir leurs fonctions au niveau local.



ODD 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser



PNUD Équateur

FAITS MARQUANTS

Les ODD nécessitent un ferme engagement en matière de partenariat et de coopération à tous les niveaux. Le développement durable passe obligatoirement par des mesures dans le domaine des changements climatiques, c'est pourquoi une grande partie des ODD ciblent les principaux facteurs qui en sont responsables.

Les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile jouent un rôle essentiel pour que les changements climatiques n'interrompent et ne réduisent pas à néant les acquis en matière de développement.

SOUTIEN APPORTÉ PAR LE PNUD



+ 300 PROJETS ET PROGRAMMES

L'approche du PNUD consiste à favoriser les partenariats mondiaux en matière de développement durable. Grâce à sa forte présence sur le terrain, il facilite l'accès des pays aux technologies, aux connaissances et aux ressources dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

INTERVENTIONS CLÉS



Promotion de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire en matière de changements climatiques au niveau régional et national.



Renforcement des transferts de technologie, des financements et des capacités en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.



Amélioration de la cohérence des politiques et des institutions, promotion de la coordination et des partenariats en matière de changements climatiques.



Aide à l'accès à des financements de l'action climatique dans les secteurs public et privé ainsi qu'à l'examen des dépenses dans ce domaine.

GROS PLANS

PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)

27 PMA bénéficient d'un appui pour leur planification en matière d'adaptation aux changements climatiques.

Cette aide leur est fournie dans le cadre du Programme d'appui mondial aux plans nationaux d'adaptation (NAP-GSP). Financé par le FEM et le FPMA, il s'agit du plus grand partenariat entre des organismes des Nations Unies. Il réunit notamment le PNUD, le PNUE, l'OMS, la FAO, l'IFAD, l'UNITAR, la CCNUCC et l'UNISDR ainsi que des acteurs majeurs tels que le gouvernement allemand (GIZ), le Partenariat mondial pour l'eau et le Programme mondial de recherche sur la vulnérabilité, l'impact et l'adaptation en matière de changements climatiques (PROVIA).

CHINE, GHANA ET ZAMBIE

Des transferts de technologie pour diffuser les énergies renouvelables auprès des communautés rurales non reliées au réseau.

Ce programme prévoit des transferts de technologie entre la Chine et la Zambie, spécifiquement axés sur des solutions hors réseau pour les communautés rurales non reliées au réseau électrique. L'objectif est d'améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie de la population zambienne encore exclue des possibilités de développement en lui donnant accès à une énergie propre et produite de façon durable. Le PNUD contribue à cette initiative en partenariat avec le Danemark.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Création de la première organisation mondiale de l'économie verte.

Basée à Dubai, cette organisation a été établie en collaboration avec le PNUD pour renforcer la participation des Émirats arabes unis en tant qu'acteurs majeurs du développement à l'échelle mondiale. Ces dernières années, le pays est devenu le principal pourvoyeur mondial d'aide publique au développement (en pourcentage du PIB). La coopération Sud-Sud sur les changements climatiques et les énergies durables occupent une place centrale dans ce nouveau partenariat mondial.

CAMBODGE, CAP-VERT, HAÏTI, MALI, NIGER ET SOUDAN

Les six PMA confrontent leurs expériences en matière de pratiques d'adaptation de l'agriculture et de gestion de l'eau.

Dans le cadre de la Facilité d'adaptation aux changements climatiques Canada/PNUD, les pays partagent les enseignements de leurs expériences en matière d'élaboration et de mise en œuvre de mesures d'adaptation dans ces deux secteurs. Ils ont ainsi pu améliorer leurs systèmes d'information climatique, ce qui leur permet de prendre des décisions informées et d'adopter des approches intégrées de planification. Ce partage des connaissances leur a également permis de tester et d'étendre des mesures de gestion des risques climatiques tout en renforçant leurs capacités en matière d'accès aux financements liés au climat et de gestion de ceux-ci.

Une stratégie de partenariat pour la mise en œuvre de mesures relatives au climat



© PNUD Pérou

L'action du PNUD en matière de climat s'inscrit dans une démarche de partenariat aux niveaux local, national, régional et mondial. Il collabore avec les ministères concernés (environnement, finances, planification, énergie et agriculture) ainsi qu'avec les communautés autochtones et locales, la société civile et le secteur privé. En outre, le PNUD travaille avec d'autres organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, les instruments financiers des conventions mondiales, les donateurs et les programmes de développement ainsi que le milieu universitaire et les groupes de réflexion (voir ci-dessous).

Donateurs bilatéraux : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Commission européenne, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni

Organismes des Nations Unies : FAO, OACI, FIDA, OMI, PNUE, CCNUCC, UNISDR, UNITAR, ONU-Femmes, OMS, OMM

Société civile/instituts de recherche : APAN, AIE, AIT, CCCCC, CCAP, CMSC, Ecofys, ECN, GAN, GGCA, GGGI, Grantham Research Institute, GWP, ISEM, International Partnership on Mitigation and MRV, IRI/Université Colombia, IRENA, LEDS Global Partnership, New Climate Institute, OCDE, ODI, OECC, RIMES, SNV, UICN, WIN, WRI et de nombreuses autres organisations nationales et locales.

Institutions financières internationales et banques : Banque asiatique de développement, Banque africaine de développement, Banque centraméricaine de développement, Banque interaméricaine de développement,

Banque islamique de développement, KfW, Fonds de l'OPEP pour le développement international, Banque mondiale

Secteur privé : au niveau international et régional, le PNUD collabore avec l'Autorité arabe pour l'investissement, Atmosfair, Barefoot Power, BP Technology Ventures Inc., Coca-Cola, le China-Africa Business Council, d.light, Differ, le Dubai Carbon Centre of Excellence, Envirofit International, le Clean Energy Business Council de région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), Nuru Energy, Panasonic, le Saudi Energy Efficiency Center, SolarNow, le Sompou Japan Nipponkoa Group, ToughStuff et bien d'autres acteurs au niveau national.

Instruments financiers des conventions internationales : Fonds d'adaptation, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds vert pour le climat, Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques.

Le renforcement de l'aide apportée

Le PNUD apporte un soutien à long terme en vue d'étendre les mesures de lutte contre les changements climatiques, de renforcer la résilience et de favoriser un développement sans émissions de carbone, équitable, inclusif et durable.

CROISSANCE « ZÉRO CARBONE »



Mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. Il est essentiel d'aider les pays à traduire leurs objectifs nationaux dans des mesures concrètes. Ce travail englobe la planification et la mise en œuvre d'initiatives de lutte contre les changements climatiques, conformément aux mécanismes de la CCNUCC, ainsi que l'élaboration et l'application de NAMA et de LED.



Intégration d'un développement « zéro carbone ». Le PNUD soutient les pays en développement pour l'intégration des changements climatiques à la planification du développement dans tous les secteurs au niveau national et infranational.



Approvisionnement en énergie durable. L'objectif est de combler le déficit énergétique en donnant aux populations accès au réseau électrique ou à des solutions hors réseau, en encourageant l'efficacité énergétique ou les mesures d'économie, et en augmentant la part des énergies renouvelables. Ces efforts visent également à favoriser un environnement propice aux investissements du secteur privé en transformant le marché de l'énergie et en réduisant les risques liés à l'investissement.



Réduction des émissions à travers la protection des forêts. Le PNUD soutient des initiatives de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts ainsi que les mesures de réductions des émissions et de promotion des moyens de subsistance durables.

ADAPTATION ET RÉSILIENCE



Renforcement des politiques, des plans et des stratégies d'adaptation intégrées. Le PNUD aide les pays à utiliser les outils de la CCNUCC, notamment les NAPA et les NAP en vue de favoriser l'adaptation aux changements climatiques dans la perspective d'un développement résilient. Il contribue également au renforcement des mesures d'adaptation liées aux NDC.



Promotion des mesures d'adaptation intersectorielles. Le PNUD œuvre au renforcement des moyens de subsistance des populations pauvres et vulnérables en favorisant leur résilience face aux changements climatiques. Il soutient les PME en vue de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, contribue à l'amélioration des services d'information climatique et d'alerte précoce, tout en facilitant la diffusion de solutions d'adaptation fondées sur les écosystèmes ainsi que d'infrastructures résilientes.



Lutte contre les risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques. Le PNUD s'efforce d'identifier les risques climatiques et d'intégrer leur gestion aux efforts de réduction des risques de catastrophe dans l'ensemble des activités de gouvernance, de planification, de mise en œuvre et de suivi.



Efforts de relèvement tenant compte des risques après une catastrophe. Le PNUD intègre les changements climatiques dans les efforts de relèvement après une catastrophe en vue de reconstruire en mieux tout en renforçant la résilience et le niveau de préparation des communautés face aux catastrophes et aux chocs climatiques.

Le soutien apporté par le PNUD s'articule autour des axes suivants :

Renforcement
des capacités

Mobilisation
de financements

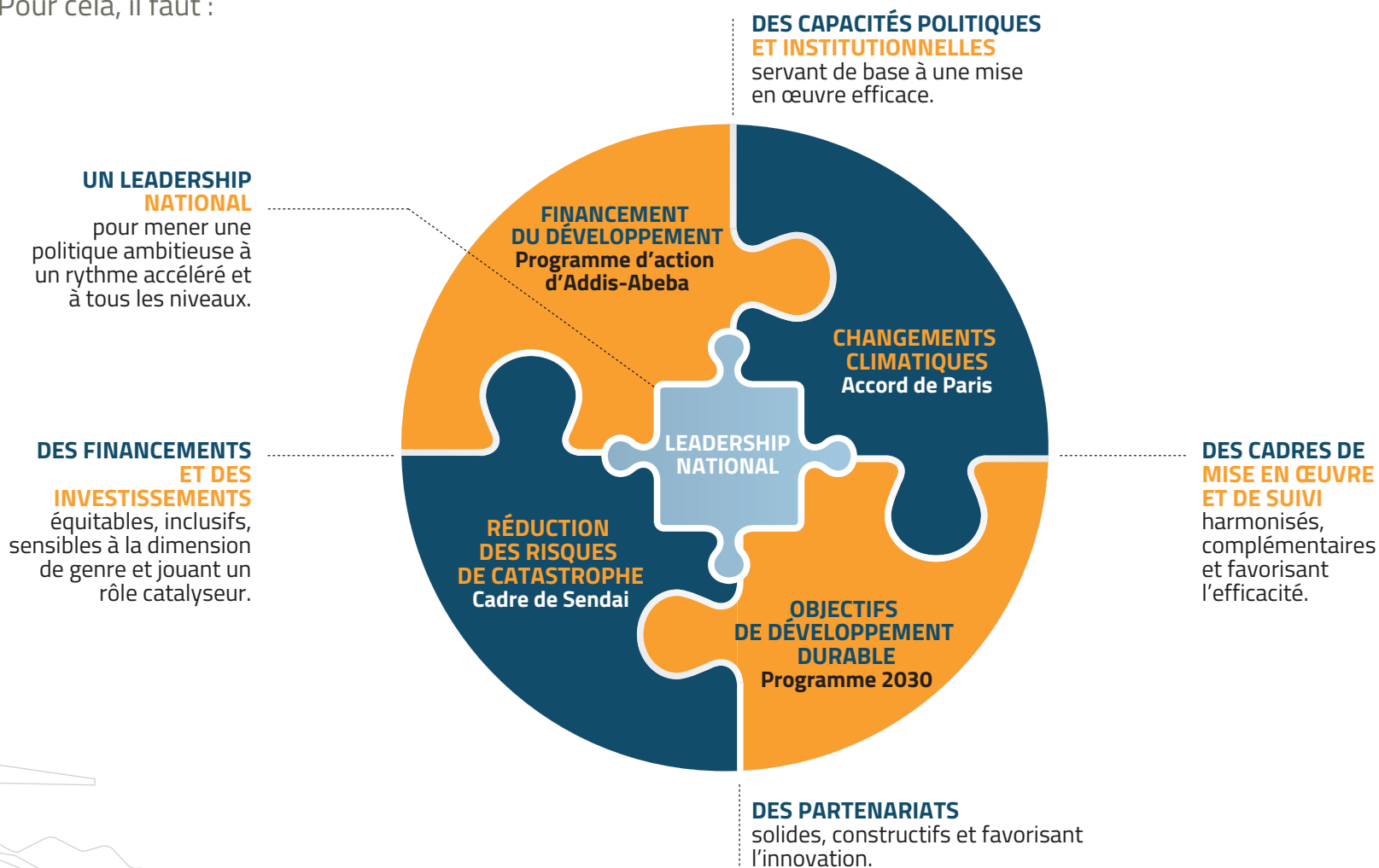
Mise à profit
des partenariats

Promotion de l'inclusion sociale
et de l'égalité entre les sexes

Établir des liens entre les principaux programmes d'action mondiaux adoptés en 2015

L'intégration des programmes d'action mondiaux adoptés en 2015 est essentielle pour parvenir à un développement durable, sans émissions de carbone et résilient face aux changements climatiques. La mise en œuvre de ces programmes joue un rôle moteur dans la réalisation des ODD.

Pour cela, il faut :



Vers un développement durable sans émissions de carbone et résilient face aux changements climatiques pour assurer à tous un avenir plus juste et plus prospère

Le PNUD est un partenaire reconnu, qui aide les pays à identifier les possibilités de collaboration et de synergie pour la mise en œuvre de politiques et de programmes susceptibles d'atteindre et de dépasser les objectifs fixés au niveau national dans le domaine du climat et du développement.

Il considère qu'une approche intégrée et pilotée par les pays eux-mêmes est nécessaire pour assurer la transition vers un développement durable à empreinte carbone nulle et résilient face aux changements climatiques.



ACRONYMES

AIE	Agence internationale de l'énergie	NDC	Contributions déterminées au niveau national
AIT	Institut asiatique de technologie	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
APAN	All Partners Access Network	OCDE	Organisation de la coopération économique et du développement
BAD	Banque africaine de développement	ODI	Overseas Development Institute
BUR	Rapport biennal actualisé soumis à la CCNUCC	OECC	Overseas Environmental Cooperation Center
CCAP	Centre for Clean Air Policy	OMI	Organisation maritime internationale
CCCCC	Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques	OMM	Organisation météorologique mondiale
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	OMS	Organisation mondiale de la santé
CMSC	Cadre mondial pour les services climatologiques	PEID	Petits États insulaires en développement
CO2	Dioxyde de carbone	PMA	Pays les moins avancés
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CPEIR	Examen institutionnel des dépenses publiques dans le domaine climatique	PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
ECN	Centre de recherche sur l'énergie des Pays-Bas	REDD	Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	RIMES	Dispositif régional intégré d'alerte rapide multirisques pour l'Afrique et l'Asie
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	SNV	Organisation néerlandaise de développement international
FIDA	Fonds international de développement agricole	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés	UNISDR	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
FVC	Fonds vert pour le climat	WIN	Réseau mondial des peuples autochtones et communautés locales gestionnaires de la terre et de la mer
GAN	Réseau mondial pour l'adaptation aux changements climatiques	WRI	Institut des ressources mondiales
GGCA	Alliance mondiale sur les femmes et le climat		
GGGI	Institut mondial de la croissance verte		
GRM	Mécanisme de règlement des plaintes de la REDD+		
GWP	Partenariat mondial pour l'eau		
HFC	Hydrofluorocarbone		
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables		
IRI	Institut international de recherche sur le climat et la société		
ISEM	Institut des stratégies environnementales mondiales		
LED	Stratégies et plans pour un développement induisant peu d'émissions		
MDP	Mécanisme de développement propre		
NAMA	Mesure d'atténuation adaptée au contexte national		
NAPA	Programme national d'adaptation aux changements climatiques		
NAP	Plan national d'adaptation		

NOTES DE RÉFÉRENCE

1. Estimation des ressources préaffectées sur la période allant de 2008 à octobre 2016.
2. Nombre de programmes actifs du PNUD en juillet 2016.
3. Ces résultats sont calculés sur la base des rapports du PNUD suivants : 1) 2015 UNDP-GEF Annual Performance Report, 2) Rapport annuel 2015 au Comité d'administration du PNUD 3) Examen à mi-parcours du plan stratégique du PNUD, 4) Rapport annuel 2015 ONU-REDD, 5) rapports annuels 2015 axés sur les résultats (RAAR) des bureaux régionaux et de pays du PNUD, 6) Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources 2015 du PNUD, 6) Rapport annuel sur l'application de la stratégie 2014-2018 en faveur de l'égalité des sexes du PNUD et les contributions des équipes du PNUD (Siège et bureaux régionaux).
4. Soutien apporté dans le cadre du programme de petites subventions du PNUD/FEM.
5. Soutien apporté dans le cadre d'un partenariat conjoint entre le programme ONU-REDD et le programme de petites subventions du PNUD/FEM.
6. Groupe de la Banque mondiale. 2015. Ending Extreme Poverty and Sharing Prosperity: Progress and Policies. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23604>
7. Fay, M., Hallegatte, S., Bangalore, M., Kane, T., Rozenberg, J., Vogt-Schilb, A., ...et Treguer, D. (2015). Ondes de choc : Maîtriser les impacts du changement climatique sur la pauvreté. Publication de la Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22787>
8. ODI. (2015). Zero Poverty, Zero Emissions: Eradicating Poverty in the Climate Crisis. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9847.pdf>
9. FAO. (2015). L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>
10. Granoff, I., Eis, J., Hoy, C., Watson, C., Khan, A., et Grist, N. (2014). Targeting Zero: Achieving zero extreme poverty on the path to zero net emissions. Londres : Overseas Development Institute. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9347.pdf>
11. Fay, M., et coll. (2015). Ondes de choc.
12. OMS. (2014). Quantitative risk assessment of the effects of climate change on selected causes of death, 2030s and 2050s. Consulté en juin 2016, à l'adresse : http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/134014/1/9789241507691_eng.pdf?ua
13. OMS. (2016). Aide-mémoire sur le changement climatique et la santé. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs266/fr/>
14. Nations Unies. (2016). Objectifs de développement durable. Objectif 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>
15. UNESCO. (2010). Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2010. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001875/187513E.pdf>
16. GIEC. (2014). Changements climatiques 2014 : Incidences, adaptation et vulnérabilité. Chapitre 13 : Moyens de subsistance et pauvreté. Contribution du groupe de travail II au cinquième rapport d'évaluation du GIEC. Cambridge University Press. Consulté en juin 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-Chap13_FINAL.pdf (rapport complet en anglais, résumé disponible en français)
17. 20 millions (sur 26 millions de réfugiés climatiques). Voir Aguilar, L. (2004). Climate change and disaster mitigation. Gender makes the difference. Gland : UICN et Forum humanitaire mondial. (2009). Human Impact Report. Anatomy of a silent crisis. Genève : Forum humanitaire mondial.
18. PNUD. (2013). Overview of linkages between gender and climate change. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Environment/PB1-AP-Overview-Gender-and-climate-change.pdf>
19. Groupe de la Banque mondiale. (2016). Water and Climate Change. Consulté en août 2016, à l'adresse : <http://water.worldbank.org/topics/water-resources-management/water-and-climate-change>
20. GIEC. (2014). Chapitre 3 : Ressources en eau douce. Consulté en août 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-Chap3_FINAL.pdf (rapport complet en anglais, résumé disponible en français)
21. Groupe de la Banque mondiale. (2016). High and Dry: Climate Change, Water, and the Economy. Consulté en août 2016, à l'adresse : http://www.worldbank.org/en/topic/water/publication/high-and-dry-climate-change-water-and-the-economy?CID=WAT_TT_Water_EN_EXT
22. Agence internationale de l'énergie. (2015). Rapport sur le marché de l'efficacité énergétique 2015. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/MTEEMR2015_ES_FR.pdf
23. IRENA. (2015). Rethinking Energy: Renewable Energy and Climate Change. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : https://www.irena.org/rethinking/IRENA%20REthinking_Energy_2nd_report_2015.pdf
24. DARA. (2012). Climate Vulnerability Monitor 2nd Edition : A Guide to the Cold Calculus of a Hot Planet. Consulté en août 2016, à l'adresse : <http://daraint.org/wp-content/uploads/2012/10/CVM2-Low.pdf>
25. Groupe de la Banque mondiale. (2014). Climate-Smart Development: Adding Up the Benefits of Actions that Help Build Prosperity, End Poverty and Combat Climate Change. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18815>
26. GIEC. (2014). Chapitre 10 : Industrie. Consulté en juin 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/ipcc_wg3_ar5_chapter10.pdf
27. GIEC. (2014). Changements climatiques 2014 — Impacts : Incidences, adaptation et vulnérabilité. Aspects régionaux. Cambridge University Press. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-Chap21_FINAL.pdf
28. Groupe de la Banque mondiale. (2015). Enhancing the Climate Resilience of Africa's Infrastructure: The Power and Water Sectors. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/857671468179354431/Enhancing-the-climate-resilience-of-Africas-infrastructure-the-power-and-water-sectors>
29. GIEC. (2014). Chapitre 13 : Moyens de subsistance et pauvreté. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-Chap13_FINAL.pdf
30. Oxfam. (2015). Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/mb-extreme-carbon-inequality-021215-fr.pdf
31. Climate Central. (2016). Syria's Drought Has Likely Been Its Worst in 900 Years. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <http://www.climatecentral.org/news/syrias-drought-worst-900-years-20087>
32. UNDESA. (2014). World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, Highlights. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Highlights.pdf>
33. GIEC. (2014). Chapitre 12 : Établissements humains, infrastructures et aménagement du territoire. Consulté en juin 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/ipcc_wg3_ar5_chapter12.pdf
34. UNISDR. (2013). Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction 2013. Consulté en juin 2016, à l'adresse : <https://www.unisdr.org/we/inform/publications/33013>
35. Groupe de la Banque mondiale. (2010). Climate Finance in the Urban Context. Issue Briefy #4. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : <http://documents.worldbank.org/curated/en/327001468156249012/pdf/578590revised0101Public10DCFIB0141A.pdf>
36. Site Web des Nations Unies. (2016). Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/oceans/>
37. Id.
38. GIEC. (2014). Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au cinquième rapport d'évaluation du GIEC. [Rédacteurs principaux : R.K. Pachauri et L.A. Meyer]. GIEC, Genève, Suisse, 151 pages.
39. Id.
40. Id.
41. Site Web des Nations Unies. (2016). Objectif 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/oceans/>
42. Id.
43. UICN. (2016). Explaining Ocean Warming: Causes, scale, effects and consequences. Rapport intégral. Consulté en septembre 2016 à l'adresse : https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2016-046_0.pdf
44. Site Web des Nations Unies. (2016). Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/biodiversity/>
45. FAO. (2015). FAO Assessment of Forests and Carbon Stocks, 1990-2015. Reduced Overall Emissions, but Increased Degradation. Consulté en juillet 2016, à l'adresse : <http://www.fao.org/documents/card/en/c/2e2f045a-e39b-4b11-965c-861ca6165861/>
46. Site Web des Nations Unies. (2016). Objectif 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/biodiversity/>
47. FAO. (2015). Évaluation des ressources forestières mondiales 2015. Consulté en décembre 2016, à l'adresse : <http://www.fao.org/3/a-i4808f.pdf>
48. GIEC. (2014). Chapitre 12 : Sécurité des personnes. Consulté en août 2016, à l'adresse : https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-Chap12_FINAL.pdf

À PROPOS DU PNUD

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.



50
ANS

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Bureau des politiques et de l'appui aux programmes
304 East 45th Street
New York, NY, 10017 États-Unis

www.undp.org

Au service des peuples et des nations.

